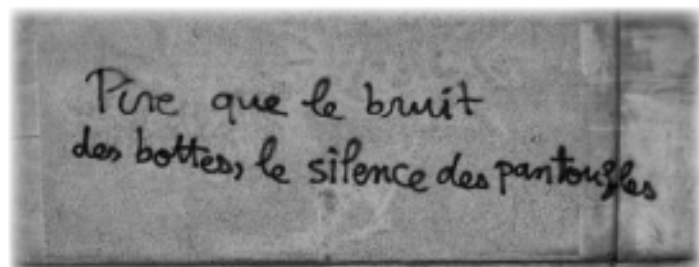


2	Brèves
3	Réflexions sur le procès de la caténaire sabotée
4	DOSSIER Usines à viande, à tomates, à pellets : mêmes lubies, mêmes impasses !
5	Si nous voulions être diplomates, nous aurions pu intituler ce dossier sous la forme d'une simple question : "Quel modèle de développement pour la Montagne limousine ?" Nous pourrions aussi être plus direct, façon punching-ball : "Le modèle industriel tue." Nous laissons à chacun le soin de choisir comment il abordera ce dossier, bâti non sur une approche théorique, mais uniquement sur des cas concrets, concernant des projets actuellement envisagés dans la région. Tout projet, dès lors qu'il promet quelques emplois, laisse augurer une augmentation des ressources fiscales locales, ou donne l'impression de "valoriser" une ressource locale est-il bon à prendre ? La question est ici posée à propos de cinq inquiétantes initiatives qui suscitent de franches oppositions, ou au moins de légitimes interrogations.
8	L'ambulance partisane : se soigner est une affaire politique !
9	Fonds de dotation La Solidaire Un impôt volontaire au service des projets locaux
10	Le silence des prairies Les abeilles : un cheptel en voix d'extinction
11	Le pari de l'intelligence collective
12	Une aventure théâtrale en Haute-Corrèze 30 ans de La Chéridoïne
13	Jan dau Melhau : parcours d'un Occitan réfractaire Chronique d'une disparition La disparition des panneaux en occitan à l'entrée de Gentioux
14	Chronique : Migrants Le code de la honte Un atelier d'écriture pour les migrants
15	Chronique : Abécédaire du cyclisme limousin Ceux qui l'aiment prendront le train
16	La production agricole sous le rouleau-compresseur de la gestion administrative par les normes



Tags et graffitis, rage et rififi

Suite à l'article paru dans notre dernier numéro à propos des tags (Ras-le-tag !), Michel Bernard nous rappelle le sens de ce genre de prise de parole.



N'en déplaît à certains, ce mode d'expression fait partie de notre culture, d'une expression populaire qui s'exprime depuis des lustres.

Tags et graffitis

En France, le tag est apparu en même temps que les graffitis dans les années 1970. Il n'a pas eu un réel succès sauf pour les jeunes qui allaient en bandes taguer les métros. Le tag a sa culture propre. Chaque tagueur a un pseudonyme et une signature (blaze) qu'il utilise pour revendiquer des œuvres ambitieuses mais aussi (plus couramment, car c'est plus facile) pour signaler sa présence dans un lieu et se faire connaître, transformant la ville en une sorte de jeu de piste et de stratégie géant. Il s'agit de la forme de graffiti qui déclenche le plus de controverses, notamment du fait de l'ampleur du phénomène mais aussi, sans doute, du fait qu'il est l'expression d'une culture bien définie.

Les graffitis existent depuis des époques reculées, et certains exemples remontent à la Grèce antique et à l'Empire romain. Le graffiti urbain se développe souvent dans un contexte de tensions politiques : pendant les révolutions, sous l'occupation. Vers la fin des années 1960, du fait notamment de la disponibilité d'aérosols de peintures "émaillées" (originellement destinées à la peinture d'automobiles), une partie des graffitis a gagné une vocation esthétique. Dans la foulée de mai 1968, les messages politiques de la rue parisienne gagnent en poésie et en qualité graphique et font souvent preuve d'humour absurde ou d'un sens de la formule plutôt étudié : "Désobéir d'abord : alors écris sur les murs (Loi du 10 Mai 1968)".

Un cri muet

Chômage, nouvelle pauvreté, problèmes des banlieues, délinquance, montée du racisme, la société fonctionne à deux vitesses avec le monde des nantis et celui des exclus. Dans un monde sans espoir, le désespoir contenu dans les tags semble être une réponse à la violence sociale. Devant l'absence d'idéologie, il ne reste plus aux jeunes qu'à crier et à s'afficher pour dire qu'ils existent aussi, à côté du monde des nantis. Les tags sont des cris, mais à la différence d'un cri ils sont permanents et muets. Le pouvoir est détenu par ceux qui détiennent les moyens de communication, publicité et télévision. La communication fonctionne souvent en sens unique, des décideurs vers le public. Il ne s'agit pas de proposer quelque chose à voir mais forcer le public à voir. En couvrant l'espace urbain les tagueurs se situent sur le même terrain, ils s'approprient une marque du pouvoir en forçant le public à les voir, ils veulent imposer leur marque. Alors, qu'il n'en déplaît aux esprits chagrins qui s'émouvent sur l'emploi judicieux de tel ou tel graffiti, sur les quelques endroits inappropriés... c'est l'essence même du graffiti !

Michel Bernard



D'aucuns auraient pensé qu'en cette année d'anniversaire j'aurais émis quelques propos... Hé bien non, déjà qu'on nous bassine avec le 11 novembre, le 8 mai et maintenant on nous colle 68 ! le jour où on fera une fête nationale pour la fin de la colonisation en Algérie le 19 mars alors je paierai mon canon !

Et pour tous les morts dus à la brutalité policière ? alors ?



On n'est pas à Cannes mais nous aussi on a des prix ! Alors pour cette édition le gland d'or est attribué à Gérard Vandembroucke ! Il a gagné le pompon ! En mettant à l'eau 2 brochets prénommés Gérard et Alain (devinez pourquoi...) et 10 tonnes de poissons pour 120 000€, il vient de baptiser Vassivière : Destination pêche ! Il ne suffit pas de balancer tout ce pognon pour faire une vraie destination pêche. Animation pêche inexistante, hébergements désuets, absence de réglementation particulière, pas de zone de réserve, gestion des milieux de ponte naturels, etc... RIEN ! On verra plus tard !

Vassivière reste un grand fourre-tout !



Je me marre mais c'est tout ce qui me reste, le rire, face à cette débauche d'investissements à la con sur ce lac. 50 ans que ça dure et je pense que ce n'est pas fini ! Quand les politiques n'ont aucune vision il leur reste l'utilisation de l'argent public pour justifier leur existence et les abrutis d'électeurs applaudissent ! Pitoyable !

Mais si on ne commémore rien, on peut quand même boire un coup ?

m.bernard

Vous pouvez effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte **helloasso** mis à votre disposition sur notre site. Nous avons changé d'organisme de paiement en ligne, plus proche de nos valeurs. HelloAsso est la première plateforme de financement participatif dédiée aux associations et a été créée afin d'offrir à toutes les organisations la possibilité de se financer grâce au numérique via une solution complète, simple et gratuite.

<https://www.helloasso.com>

Paiement sécurisé.



L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !

Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org et nous suivre sur Facebook : <https://www.facebook.com/journal.ipns/>



IPNS

Trimestriel édité par l'association IPNS. Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro. Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne.

Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady.
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert.
Commission paritaire : 1022 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>



IPNS - Je m'abonne !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ , de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ , de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne



Réflexions sur le procès de la caténaire sabotée

L'affaire, convenons-en, était d'ampleur. Dix ans plus tôt, huit brins d'acier soutenant une caténaire, ainsi qu'un malheureux bras en métal, avaient été dégradés par des saboteurs anonymes. Toute la lumière allait enfin être faite sur ce forfait. Une audience de trois semaines allait révéler la vérité judiciaire, conclure une procédure aux rebondissements sans nombre. La salle des criées du Palais de Justice de Paris – destinée en temps normal aux ventes aux enchères – accueillerait l'épilogue de ce petit drame qui mettait l'accusation et les services antiterroristes aux prises avec un quarteron d'inculpés visiblement lassés du rôle qu'on avait voulu leur faire jouer.

Côté magistrature, on avait aligné les meilleures pièces : une juge rigoureuse comme la Justice, réputée pour son "impartialité", son "professionnalisme" et répondant au nom de "Goetzmann" (ce qui signifie en alsacien "de la famille de Dieu"), flanquée d'un procureur naviguant entre cabinets ministériels et parquet antiterroriste, doté de surcroît d'un patronyme de crucifié : "Christen" (ce qui donne "enchristé" en verlan !). Si l'on ajoute à cela que l'inculpé qui risquait le plus gros avait pour initiale "J.C.", question théologie, on allait être servi. Mais, à y bien regarder, n'est-ce pas de cela qu'il s'agit dans chaque procès pénal : une affaire de faute et d'expiation, de crime et de châtiment, de quête et de manifestation de la Vérité ?

Tout procès pénal vise à mettre en scène la participation du prévenu à sa propre condamnation – d'où la centralité de l'interrogatoire, de l'aveu, la prétendue neutralité du juge, sis en théorie à mi-distance entre la défense et l'accusation quand bien même il siège en réalité sur la même tribune que le procureur, et donc de l'autre côté de la barre. Le dispositif judiciaire est un dispositif de capture enserrant les vivants dans un mécanisme aux multiples dents nommées "presse judiciaire", "greffier", "public", "partie civile", "assesseur", "procureur", "juge" et même parfois "avocat". Le pathétique de tout procès consiste dans ce spectacle de la créature se débattant sans espoir dans cette mâchoire qui chaque jour, à mesure des débats, s'enfonce un peu plus dans sa chair. C'est ainsi que l'institution acquiert prise sur la vie. C'est ainsi que l'on "institute la vie".

Nous ne reviendrons pas sur le cours même de l'audience, qui a été amplement traitée par d'autres médias. Tout y relève de l'apax : un procès correctionnel de trois semaines, avec transport du tribunal sur les lieux du délit et citation à l'audience des enquêteurs anonymisés, filmés depuis un cabi à claire-voie, la voix déformée façon Dark Vador ; les plus hauts magistrats de France convoqués à la barre, ainsi que quelques personnages politiques bien connus et d'anciens chefs des services secrets, mais qui tous se défilent ; un tribunal formé de quatre juges et non trois.

Aux arrestations hors normes de novembre 2008 aura succédé une folle instruction conduite par un juge tellement dément qu'on dût lui retirer l'affaire, puis l'acharnement d'un parquet qui, chose rarissime, fera appel de l'ordonnance de renvoi, et se pourvoira en cassation afin de maintenir à tout prix la qualification terroriste des faits. Une once de bon sens aurait permis – même dans une cervelle de parquettier – d'entrevoir qu'au-delà d'un fiasco assuré, on allait ainsi établir une sorte de record de l'absolu ridicule. Mais il semble que ce dossier ait la vertu de faire perdre la raison à quiconque s'en mêle. Il fallait donc, pour conclure, une audience qui soit à la mesure de tant de folie. Et elle le fut à plus d'un égard. Ce qui, au fond, menace le plus cette affaire et son audience, c'est d'entrer dans les annales comme un simple moment de délire judiciaire. Il revenait donc à vos humbles chroniqueurs d'IPNS de tenter d'en tirer quelques leçons pour la suite des événements.

1 – Le succès de la défense ne tient pas dans la relaxe des prévenus, qui appartient tout entière à la souveraineté du tribunal, mais dans le fait d'avoir fait échec à toute prise du



dispositif judiciaire. La victoire réside dans le combat, non dans le verdict. En crucifiant le procureur, en prenant le tribunal de haut du côté de l'histoire du droit comme de la procédure pénale, en partant d'une connaissance du dossier égale à celle de la juge, en désertant le rôle de l'accusé pour adopter tantôt celui de l'enquêteur, tantôt celui du théologien, tantôt celui du comique, tantôt celui du logicien, en décidant eux-mêmes de l'opportunité de répondre aux questions ou carrément d'en poser, en récusant pas à pas la prise affective que les semaines d'audience finissent par avoir sur les prévenus, ceux-ci ont désarçonné la juge et ses mille petites techniques d'infantilisation. Ils se sont tenus hors de la sphère du jugement. Si bien qu'à la fin, le verdict n'aura pas proclamé leur innocence, mais l'impossibilité même de se prononcer au sujet de leur culpabilité. À l'opposé de tout bon sens chrétien, le maximum de risque à l'audience aura abouti au minimum de peine.

2 – Ce procès n'aura pas été celui de l'antiterrorisme, mais de sa prétention à la souveraineté, et de l'incompétence à quoi conduit, chez les agents de police, cette prétention. Le plus remarquable dans ce dossier n'était pas qu'il soit truffé de faux – faux procès de filature, faux témoignages, faux renseignements, fausses preuves matérielles, etc. –, mais que les faux y soient aussi grossiers. Le degré de fusion atteint, en matière antiterroriste, entre juges d'instruction, chambre de l'instruction, parquet et services enquêteurs, a manifestement fait perdre à ceux-ci tout souci du travail bien fait, du faux bien ficelé et même tout sens des réalités. On s'est si définitivement habitué à ce que tout passe que l'on ne s'embarrasse même plus de vraisemblance. Désaccoutumés à rendre des comptes, on

aura ainsi vu des enquêteurs plomber méthodiquement leur enquête, des spécialistes de l'interrogatoire incapables de répondre aux questions de la juge, des parquets incapables de faire autre chose que de marquer des buts contre leur camp. Il semble qu'en matière antiterroriste comme ailleurs, la croyance qu'une bonne communication suffit à vendre n'importe quelle camelote se soit imposée, au détriment du plus élémentaire sérieux, même dans la triche. Dans cette affaire, le professionnalisme des policiers, incapables de constituer une preuve, aura dû s'incliner devant celui des saboteurs, capables de ne laisser aucune trace exploitable.

3 – Ce que les prévenus avaient à perdre, dans ce procès, n'était pas leur liberté, mais leur honneur. Toute la dignité de la défense aura consisté à ne jamais jouer la victime. Face à une procédure dont le caractère

largement scandaleux était notoire, c'était une tentation logique de chercher à se présenter en victimes de l'antiterrorisme, du moins de ses "excès". La posture de la victime est en effet emblématique de l'époque. Elle déclenche des torrents de compassion sirupeuse, et justifie aussi bien toutes les prétentions expansives de l'appareil policier. Le statut de victime s'assortit de nos jours de toutes sortes de prérogatives derrière lesquelles se sont toujours celles de l'État qui s'avancent masquées. Entrer en accusateur dans ce procès pour se faire reconnaître comme la cible d'une terrible "erreur judiciaire" était une possibilité pour les inculpés. Tout un pathos facile était à portée de main pour faire valoir leurs existences brisées, leur réputation saccagée, leur incarcération et tous les traumatismes liés à dix ans de procédure antiterroriste. De même, il eût été confortable de jouer à

l'audience le martyr anarchiste de la "défense de rupture", pour pouvoir figurer ensuite parmi les victimes de la justice. C'était là deux modalités symétriques d'un certain gauchisme judiciaire qui attend toujours de la justice qu'elle fasse son œuvre, dans un sens ou dans l'autre. En ferraillant avec acharnement, en attaquant agressivement, en s'adressant à l'institution comme si elle n'en était pas une, en n'en attendant rien, les inculpés en ont paradoxalement tout obtenu.

Au terme de trois semaines d'audience, on n'en sait pas plus qu'auparavant sur ce qui s'est passé ce soir de novembre 2008 en Seine-et-Marne. Le jugement prononcé se borne à sanctionner l'inconsistance des "preuves" apportées par la police. La question de l'innocence ou de la culpabilité est devenue aussi négligeable que l'étaient les faits reprochés. Et pour finir, le parquet avoue tout en ne faisant pas appel.

Avec cette affaire, et face à ce mode de défense, la justice est semble-t-il tombée sur un os.

Zig et Puce
(envoyés spéciaux en terrain hostile)



Usines à viande, à tomates, à pellets : mêmes lubies, mêmes impasses !

Si nous voulions être diplomates, nous aurions pu intituler ce dossier sous la forme d'une simple question : "Quel modèle de développement pour la Montagne limousine ?" Nous pourrions aussi être plus direct, façon punching-ball : "Le modèle industriel tue." Nous laissons à chacun le soin de choisir comment il abordera ce dossier, bâti non sur une approche théorique, mais uniquement sur des cas concrets, concernant des projets actuellement envisagés dans la région. Il ne s'agit pas pour nous, comme disent les défenseurs de certains de ces projets, de "dire non à tous les projets économiques", mais d'inviter à un peu de discernement et à tirer quelques leçons des expériences passées. Tout projet, dès lors qu'il promet quelques emplois, laisse augurer une augmentation des ressources fiscales locales, ou donne l'impression de "valoriser" une ressource locale est-il bon à prendre ? La question est ici posée à propos de cinq inquiétantes initiatives qui suscitent de franches oppositions, ou au moins de légitimes interrogations.

Philippe Revel, porte-parole de la Confédération paysanne de la Corrèze

"Le modèle industriel entraîne toujours l'élimination des petits agriculteurs"

A Rosiers d'Egletons, un projet de production de tomates sous serre a fait l'objet au cours des dernières semaines d'une enquête publique qui s'est terminée le 7 juin. Un modèle d'agriculture industrielle que dénonce dans l'entretien qu'il nous a accordé Philippe Revel, éleveur, et porte-parole de la Confédération paysanne de la Corrèze.

En quoi consiste ce projet et comment est-il né ?

Le point de départ est lié à l'usine d'incinération du SYTTOM 19 (Syndicat de transport et de traitement des ordures ménagères de la Corrèze) de Rosiers d'Egletons qui traite chaque année de 35 à 40 000 tonnes d'ordures. Une partie de la chaleur produite par l'incinérateur alimente depuis peu le réseau de chaleur de la ville d'Egletons, mais il y a toujours une partie de la chaleur qui part dans la nature après l'étape du turbo-alternateur qui produit de l'électricité vendue à EDF : c'est ce qu'on appelle l'énergie "fatale ou résiduelle". Or la réglementation ayant récemment évolué, il y a désormais obligation de récupérer cette chaleur... D'où l'idée de trois agriculteurs corréziens d'installer des serres pour produire des tomates à partir de cette chaleur. Concrètement il s'agit d'installer 8,5 hectares de serres de 6 m de haut où seraient produites 4000 tonnes de tomates par an. Il s'agit typiquement d'un projet industriel, les tomates étant produites en hydroponie (c'est à dire sur un substrat de laine de roche, avec alimentation en eau et en engrais par goutte-à-goutte), avec maîtrise de la chaleur et introduction de gaz carbonique stocké à l'extérieur des serres dans une cuve de 34 tonnes.

Que reprochez-vous à ce projet ?

Sur le fond, nous sommes opposés à l'industrialisation de l'agriculture qui entraîne en général des conséquences néfastes. À chaque fois qu'on industrialise l'agriculture, que ce soit pour les poules, les porcs ou les légumes, comme c'est la loi du marché qui domine, on s'oriente vers des catastrophes économiques, avec souvent des pertes financières considérables. Pour nous c'est clairement un système qui n'est pas durable. Le modèle industriel entraîne toujours les prix vers le bas, avec des marges les plus faibles possibles, ce qui élimine les petits agriculteurs. C'est inhérent à l'industrialisation de l'agriculture comme on le voit avec ce qui s'est passé pour le foie gras. De plus, ce modèle agricole ne correspond pas à la demande grandissante des consommateurs qui recherchent des productions liées au terroir, à la terre... De ce point de vue c'est aussi une très mauvaise image pour notre territoire qui est donnée. D'un côté on joue la carte de la qualité, de la production du terroir, on valorise le veau de lait ou les petits vignobles et de l'autre on promeut l'accouplement d'un incinérateur et 8,5 hectares de serres ! On est en pleine contradiction.

Il y a une seconde contradiction...

Oui, c'est celle posée par le traitement de nos déchets. D'un côté nous avons le ministère, la COP 21 et tous les discours des pouvoirs publics qui invitent à réduire nos

déchets, à les trier, à les recycler plutôt que les brûler, et d'un autre côté en adossant 8,5 hectares de serres à un incinérateur on ne fait que conforter une usine d'incinération. Bref on perpétue le système qu'on critique par ailleurs. Le fait que le président du SYTTOM, Marc Chatel, ait été l'ancien directeur des services du département de la Corrèze qui a mis en place l'incinérateur laisse du reste penser qu'on est encore loin d'être sorti de cette logique. Il y a d'autres aspects qui sont très critiquables dans ce projet. Le fait par exemple qu'il va s'installer sur une zone boisée avec une tourbière – ce qu'on appelle une zone humide. Deux études menées, l'une par l'Agence française pour la biodiversité, l'autre par le Conseil national de la protection de la nature (qui dépend directement du ministère de l'Environnement) ont donné des avis défavorables.

Y a-t-il d'autres problèmes ?

Oui ! Il y a la question financière d'abord. C'est un projet très subventionné. Le coût global de l'opération est de 11 millions d'euros. Selon le porteur du projet il y aurait 20% de subventions (un peu plus de 2 millions), mais, dans des projets similaires, les subventions, une fois toutes les possibilités additionnées (Europe, France, région, département, com. com...), représentent souvent 40%. Sans compter que les 21 hectares de terrains concernés vont être défrichés et viabilisés par la communauté de communes Ventadour-Monédières-Egletons (estimation du coût : 2 millions) puis que le bail sous forme d'une location-vente permettra que l'industriel devienne au final propriétaire du site. Cela fait beaucoup d'argent public pour un projet privé ! Mais le plus important n'est peut-être pas là. Pour que le projet soit économiquement équilibré, l'énergie qui sera vendue aux serres à tomates le sera à un coût de 140 000 € par an, ce qui génèrera pour la collectivité un déficit annuel de 105 000 €. C'est écrit en toute lettre dans la délibération du SYTTOM du 9 novembre 2016 : "Le déficit annuel est encore de 105 000 € que le SYTTOM 19 doit financer pour valider le contrat avec les maraîchers." Et dans la même délibération on lit : "Monsieur Marc Chatel [le président du SYTTOM] propose de prendre en charge ces 105 000 € restant, afin de permettre la réalisation des serres, vu l'intérêt économique que représente cette opération."

Par ailleurs nous craignons que l'existence des serres puisse impacter la fourniture actuelle du réseau de chaleur de la ville d'Egletons par la chaleur issue de l'incinérateur. On nous dit : "Non, non, l'énergie des serres

Le coût de l'énergie et l'emploi sont toujours les variables d'ajustement de ce genre de projet



ne viendra que de la chaleur fatale" et on lit dans un rapport du conseil départemental que "l'exploitation de la chaleur fatale par le GFA n'aura aucune conséquence sur la production d'électricité de l'usine ou sur le réseau de chaleur urbain." Dans ce cas pourquoi, dans sa délibération du 27 juin 2017, le SYTTOM a-t-il fait un avenant à la

convention avec la ville d'Egletons dans lequel on lit : "La convention de fourniture de chaleur au réseau de la ville doit être modifiée pour tenir compte des nouvelles conditions techniques liées au projet agricole et permettre une compatibilité entre les usages pour le chauffage et les maraîchers." Qu'est-ce que ça veut dire ? L'avenant prévoit ainsi dans la phase actuelle ("sans les serres") que l'incinérateur garantie une puissance de 4 MW au réseau de chaleur, tandis que dans la phase ultérieure (avec les serres) la puissance garantie tombe à 1,5 MW...

Le dernier argument pour ce projet ce serait donc l'emploi ?

L'emploi, c'est le gros mirage ! Au nom de l'emploi on manque totalement de vigilance. Les porteurs du projet annoncent la création de 25 CDI et l'embauche temporaire de 60 à 80 saisonniers sur les périodes de cueillette. Nous doutons déjà beaucoup de la réalité de ces chiffres. Le projet prévoit à terme 8,5 hectares de serres. Or, une entreprise équivalente, Tom d'Aqui, qui exploite 25 hectares de serres à tomates à Parentis-en-Born (Landes) – soit 3 fois plus que le projet de Rosiers d'Egletons – ne déclare

que 10 à 15 salariés ! De plus la plupart des autres emplois sont des emplois précaires, qui demandent peu de qualification, sous-payés et pénibles... Il n'y a qu'à voir ce qui se passe pour le ramassage des melons en Charentes : ce sont des ouvriers bulgares qui viennent pour travailler... Le monde capitaliste étant ce qu'il est, les marges étant extrêmement faibles, je ne pense pas que ces serres soient la solution qui conviendra aux quelques 900 demandeurs d'emploi qui se trouvent sur la communauté de communes. Si la solution était si simple, cela aurait déjà été prouvé ! Nous savons bien, au contraire, que le coût de l'énergie et l'emploi sont toujours les variables d'ajustement de ce genre de projet. Est-ce la vocation de l'argent public de financer ainsi de l'emploi précaire ? Nous ne le pensons pas.

Une pétition en ligne a été lancée pour s'opposer au projet : <https://bit.ly/2sohOtF>

Les mots pour le dire

En lisant le rapport additif en date du 18 mai 2018 de la commission permanente du conseil départemental de la Corrèze à propos du projet de Rosiers d'Egletons, vous apprendrez que tout est dans la manière de parler ! Il ne faut pas parler de serres, mais d'"écoserres" et remplacer le mot incinérateur par "usine de valorisation énergétique". Il suffit juste d'employer les bons mots !

À Moutier-Rozeille : 23 (Creuse), v'là les poulets !

Face au projet d'implantation d'un élevage de 15 000 poules pondeuses sur le hameau de Lascaux, sur la commune de Moutier-Rozeille, une opposition s'organise sous le mot d'ordre : "Non au poulailler industriel !" Les riverains s'inquiètent en effet des nuisances qui pourraient survenir et de citer ensemble : odeurs, bruit, transports nombreux sur une route communale très étroite, risque de dégradation environnementale avec l'utilisation de produits phytosanitaires et d'antibiotiques généralement nécessaires au fonctionnement d'un poulailler industriel, pollution des sols causée par un épandage des fientes sur la majorité des champs du hameau et par l'évacuation des eaux usées malgré la présence de nombreuses sources, puits, fontaines en aval et à proximité de la parcelle concernée. Les opposants mettent également en cause le

modèle agricole d'un tel projet et craignent pour la perte de valeur immobilière de leurs maisons. Ils sont d'autant plus amers que les deux agriculteurs porteurs du projet (le père et son fils) ne résident pas sur la commune.



Centre d'engraissement à Bonnat : se moderniser, c'est grossir

La Montagne du 12 mars 2018 annonce que 45 agriculteurs de la région de Bonnat (Creuse), tous exploitants sur le territoire de la communauté de communes des Portes de la Creuse en Marche, projettent de créer un centre d'engraissement semblable à celui de Saint-Martial-le-Vieux, pour "mieux valoriser leurs brouillards sur place". La capacité est la même (800 bêtes) et l'argumentaire justifiant cette création semble calqué sur

celui de Saint-Martial. Alors que d'autres départements ont fait le choix de petites unités d'engraissement, les agriculteurs de Bonnat veulent se lancer d'emblée dans une grosse installation. Les "1000 veaux de Bonnat" présentent malgré tout quelques différences avec ceux de Saint-Martial-le-Vieux.

D'abord, et c'est en faveur du projet, ils affirment pouvoir produire sur place la nourriture nécessaire : maïs, blé, colza, pas de soja. Ensuite, ils envisagent l'abattage des bêtes à Montluçon, ou Montmorillon, ce qui est relativement proche donc, tandis qu'à St-Martial l'opération se fait en Bretagne (!), fief d'Intermarché, l'acheteur unique. Toutefois, une autre différence apparaît plus problématique. À Saint-Martial, le projet a bénéficié d'une importante subvention du ministère de la Défense, au titre de la reconversion de sites militaires (Camp de la Courtine). Ce ne sera pas le cas à Bonnat. Si la communauté de communes des Portes de la Creuse en Marche décide de soutenir le projet il faudra qu'elle ait les reins solides pour garantir la viabilité financière de l'opération.

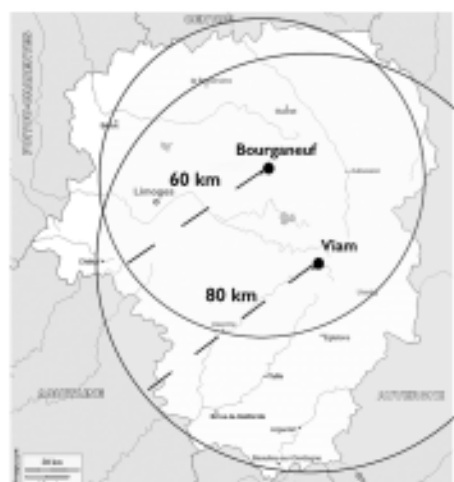


Cogénération à Bourgneuf : les Chinois font des merveilles !

La Montagne du 19 mars 2018 a présenté une interview de J.-F. Guittard, PDG de « Combrailles Bois Énergie » (COBE), qui prévoit d'installer deux centrales de cogénération (production simultanée d'électricité et de chaleur) de 2,5 MW chacune à Bourgneuf (à Langladure) et à La Souterraine. Les deux centrales, utilisant le procédé de gazéification, nécessitent 16 millions d'euros d'investissement. Elles seront alimentées par des plaquettes de bois local, 22 000 tonnes par an pour chaque unité, récoltées dans un rayon de 50 à 60 kilomètres autour de chaque site.

Le promoteur bénéficie de deux contrats à prix d'achat garanti pendant 20 ans avec EDF. Il pense que son projet sera rentable grâce à l'utilisation de chaudières chinoises, et dit avoir déjà utilisé cette technique en Afrique de l'Ouest, pensant pouvoir démarrer l'exploitation fin 2018 à Bourgneuf et un an plus tard à La Souterraine. La question de l'approvisionnement en bois se posera certainement. Il faut en effet rappeler qu'à Bugeat-Viam, CIBV pense trouver sa ressource dans un rayon de 80 kilomètres (voir notre petite carte). Le bois n'est pourtant pas inépuisable ! Mais ce qui

alimente notre plus fort scepticisme, c'est l'annonce d'une création de 25 emplois sur chaque site. Quand on sait qu'à Felletin, l'usine de cogénération ayant fonctionné au début des années 2000 (alors avec un prix d'électricité très bas) et qui était pourtant d'une puissance supérieure, n'a pas employé plus de 7 salariés au maximum. Voilà donc une promesse qui paraît bien illusoire... à moins qu'il faille penser que, si la technique sera chinoise, les salaires le seront aussi ?



Hyperloop, la farce continue

Dans l'actualité limousine, les projets mirobolants se bousculent. Soutenus plus ou moins fortement par les élus, ils ont pour point commun d'apparaître en pointe sur le plan technologique, ce qui élimine d'emblée toute critique, personne ne voulant paraître passéiste, anti-progrès, ou ringard.

Jean-Luc Cailleau, dans le numéro 62 d'IPNS, a déjà montré toute la méfiance qu'il convient d'avoir face au dossier futuriste de l'Hyperloop, cette capsule à très très grande vitesse qui fait tant rêver certains élus limousins. Mais les choses évoluent vite. Le 24 avril encore, Le Parisien parlait d'une ligne pour relier Limoges à Paris en 20 minutes et louait le préfet de la Haute-Vienne pour avoir compris que l'Hyperloop serait le moyen de transport des années 2020.

Mais le 14 mai, à France 3 Limoges, le Canadien Gendron, PDG de Transpod, la société se proposant de développer l'Hyperloop à Limoges, a déclaré ceci : "Je n'imagine pas de lancer ce moyen de transport en France, mais plutôt au Canada, ou au Moyen-Orient."

C'est donc la fin des illusions ! Paris à 20 minutes de Limoges, le rêve n'est plus d'actualité. Ceux qui ont milité pour cette chimère dans le cadre

d'Hyperloop Limoges en sont donc pour leurs frais. Pas tout-à-fait cependant car Transpod, dans sa grande magnanimité, avec "la bienveillance du département et la coopération de l'Université de Limoges", prévoit de construire une piste d'essais à Droux, sur un terrain cédé gratuitement par le département. Il s'agit d'une ancienne voie ferrée sur laquelle devait être créée une voie verte. "20 emplois directs et des centaines indirects" étaient promis à la clé. Nous y voilà : comme dans d'autres projets, l'aveuglement des élus face aux perspectives de créations d'emplois est une nouvelle fois confirmé. Dans La Montagne du 8 mai, Gérard Vandembroucke, président de la communauté d'agglomération de Limoges, affirme haut et fort que "l'Agglo considère ce projet avec beaucoup d'intérêt", alors même que Gendron craignait un manque de soutien de cette collectivité. Gérard Vandembroucke ne veut surtout pas risquer d'être accusé d'avoir manqué le train !

Les 20 millions de fonds privés que Transpod se targue d'avoir recueillis pour le projet, dont une bonne part doit provenir du Limousin, auraient certainement été mieux utilisés pour soutenir des projets de développement local, plutôt qu'être engloutis dans une chimère technologique.



Une vieille question : quelle forêt pour le Plateau ?

Le 26 mars 1968 (oui, oui, 1968), paraît dans La Montagne un article intitulé : "Les Parisiens originaires du Plateau de Millevaches s'intéressent aux projets de développement économique et de rénovation de leur région." Réunis à Paris où ils habitent pour la plupart, ils s'interrogent : "Comment arrêter la lente déperdition de vie du beau pays de Millevaches en Limousin ? Comment le sortir de son isolement, de son ankylose ?" La raison de cet intérêt est lié au fait, nous expliquent-on, que sur les 200 000 hectares de bois et prés exploitables, environ le tiers appartient à des originaires qui vivent dans la capitale. Parmi leurs propositions, la création d'exploitations agricoles associant plusieurs agriculteurs afin de les rendre plus productives et plus rationnelles : "Des essais pilotes qui pourront servir d'exemple et permettre de mieux définir les conditions de réussite sont dès maintenant prévus. L'un dans la commune de Viam, un autre à Chavanac." Le projet de parc naturel régional est déjà évoqué. Et une vocation de tourisme équestre envisagée. Mais ce qui est le plus instructif dans ces réflexions vieilles d'un demi-siècle, c'est de lire le petit paragraphe consacré à la forêt... Rien de nouveau sous le soleil ?



S'opposer à CIBV, c'est construire un territoire vivant contre une industrialisation mortifère

Mis en avant comme une "innovation" s'inscrivant dans la "transition énergétique", le projet CIBV d'implantation d'une usine biomasse relève plutôt d'un effet d'aubaine extractiviste et court-termiste favorisé par des politiques publiques (et notamment européennes) improvisées. Loin de représenter une solution miracle pour l'emploi qui "valoriserait" des "déchets" forestiers, cette implantation industrielle risque au contraire de faire fuir de possibles arrivants, de nuire à l'émergence d'une culture forestière soucieuse de la préservation de l'environnement et pourvoyeuse d'emplois, et d'accélérer la dégradation des forêts du territoire.

Afin de mettre sur le marché un substitut aux combustibles comme le charbon fossile, le projet d'usine CIBV propose de produire chaque année 45 000 tonnes d'une forme "innovante" de "charbon de bois" appelée pellets torréfiés, à partir de la collecte de 113 000 tonnes annuelles de bois vert sur un rayon de 80 km autour de Viam.

Un procédé "expérimental" en France... bientôt étendu à l'Europe entière ?

La production de combustible envisagée par CIBV repose centralement sur un procédé expérimental. Elle s'inscrit dans le cadre des recherches actuelles visant à trouver un substitut au charbon fossile à partir de bois vert, qui ont également été effectuées par le CEA-"EA" (1) et par AREVA, et peuvent être rapprochées des recherches de fabrication de "biocarburants" à partir de la même ressource menées à proximité de Bure, également portées par le CEAEA - projet Syndièse. (2) Nous sommes donc avant tout en plein dans la "transition énergétique", du moins telle qu'elle est portée par l'Union européenne et ses États membres, dont le principal effet "sur le terrain" est une importante augmentation de la convoitise sur la "ressource bois" : l'UE a prévu de consacrer au bois-énergie, à l'horizon 2020 (3), autant de bois que la totalité de ce qui a été coupé dans l'Union en 2013 tous usages confondus. Un premier problème apparaît d'emblée : la ruée actuelle vers la biomasse s'inscrit dès le départ en concurrence avec tous les autres usages possibles du bois. Vu sous cet angle, le pro-

jet CIBV devient immédiatement autre chose qu'une petite production locale aux incidences raisonnées : c'est la déclinaison locale (la première de ce type au sein d'une mode déjà bien installée) d'une politique générale qui vise à "extraire" des quantités croissantes de "matière" ensuite exportées, dont la combustion permettra aux pays membres d'améliorer leurs pourcentages "d'énergies vertes". En l'occurrence, près de 80 % de cette production (devenue même 100 % dans les déclarations du promoteur le 29 avril dans *La Montagne*) servira à fournir la Compagnie parisienne de chauffage urbain, pour chauffer des logements à Saint-Ouen, à 600 km de Viam.

Un bilan carbone douteux

Hormis la question de l'exportation systématique du produit fini, se pose la question du bilan carbone total et de son éventuel avantage comparatif. Apparaît alors un deuxième problème : si l'on refuse de s'en tenir aux garanties de "meilleur rendement calorifique" avancées par l'industriel, il semble que le bilan de l'ensemble du processus soit bien moins intéressant qu'annoncé. Abattage et transport de matière première, broyage et torréfaction puis exportation finale produisent des émissions de carbone largement négligées. En outre, l'augmentation de l'exploitation forestière et le prélèvement des souches et branchages devraient être considérés pour ce qu'ils sont : la suppression de puits de carbone. Sur ces questions, les études effectuées par l'association FERN (4) montrent que "le futur développement de la biomasse ne compensera pas les émissions



résultant de sa combustion" et pointent le fait que "l'investissement actuel de l'UE dans la bioénergie constitue donc une stratégie d'atténuation des effets du changement climatique qui n'est ni valable ni efficace".

Approvisionnement et conséquences

CIBV prévoit de s'approvisionner sur un rayon de 80 km autour de Viam. Sous prétexte de débarrasser les forêts de leurs "déchets" et de "valoriser" ce qui est "improductif", l'industriel convoite les souches et les rémanents, mais aussi les parcelles à l'abandon. Il s'agit tout d'abord d'une grave mise en danger des sols qui ont besoin de ces "déchets" pour se régénérer, mais aussi d'une sérieuse menace pour les taillis qui sont de futures forêts de feuillus déjà en voie de disparition. Or prélever ces res-

sources à moindre coût nécessite un accès facile et massif à celles-ci. Cela encourage donc le modèle des coupes rases, qui fait déjà beaucoup de ravages, qui est déjà largement remis en question (5), et qui s'accompagne d'une monoculture intensive à grand renfort d'intrants chimiques.

Le territoire d'approvisionnement, dont nous sommes les habitants, ne risque-t-il pas de ressembler toujours plus à une succession de champs d'arbres que l'on moissonne comme les blés ? Quoi qu'en dise le PNR, aucune "charte des bonnes pratiques" ne peut être compatible avec la rentabilité économique la plus basique d'un tel projet, puisque celui-ci exige de concentrer les prélèvements : nous pourrions bientôt nous réveiller au milieu d'une sorte de "Beauce forestière" conquise parcelle après parcelle... Enfin, n'oublions pas qu'une fois l'usine "en marche", il faudra bien l'alimenter en bois vert, d'ici ou d'ailleurs, avec son cortège de grumiers et d'abatteurs, et même avec l'éventuelle extension de sa surface d'approvisionnement au nom de la "sauvegarde des emplois" : cauchemar d'un projet adossé aux politiques et aux aides publiques directes ou indirectes (6), qui finirait par s'étendre encore et justifier même un plan de sauvetage pour ce qui était dès le départ une idée fumeuse !

Économie locale et rapport au monde

Cette emprise sur les forêts locales génère in fine une concurrence entre ceux qui

comptent "créer de la valeur" à partir de la commercialisation de forêts devenues "biomasse", et ceux qui entendent vivre de et avec la forêt, tant pour l'autosuffisance locale en bois-énergie (7) que dans le cadre des métiers locaux liés plus ou moins directement à la forêt : petites scieries au savoir-faire du "sclage de gros", forestiers pratiquant la "sylviculture douce" et conseillant une gestion en "forêt continue" ou futaie jardinée, tourisme et accueil de séjours "nature", production de matériaux d'isolation, réhabilitation de maisons en bois, etc.

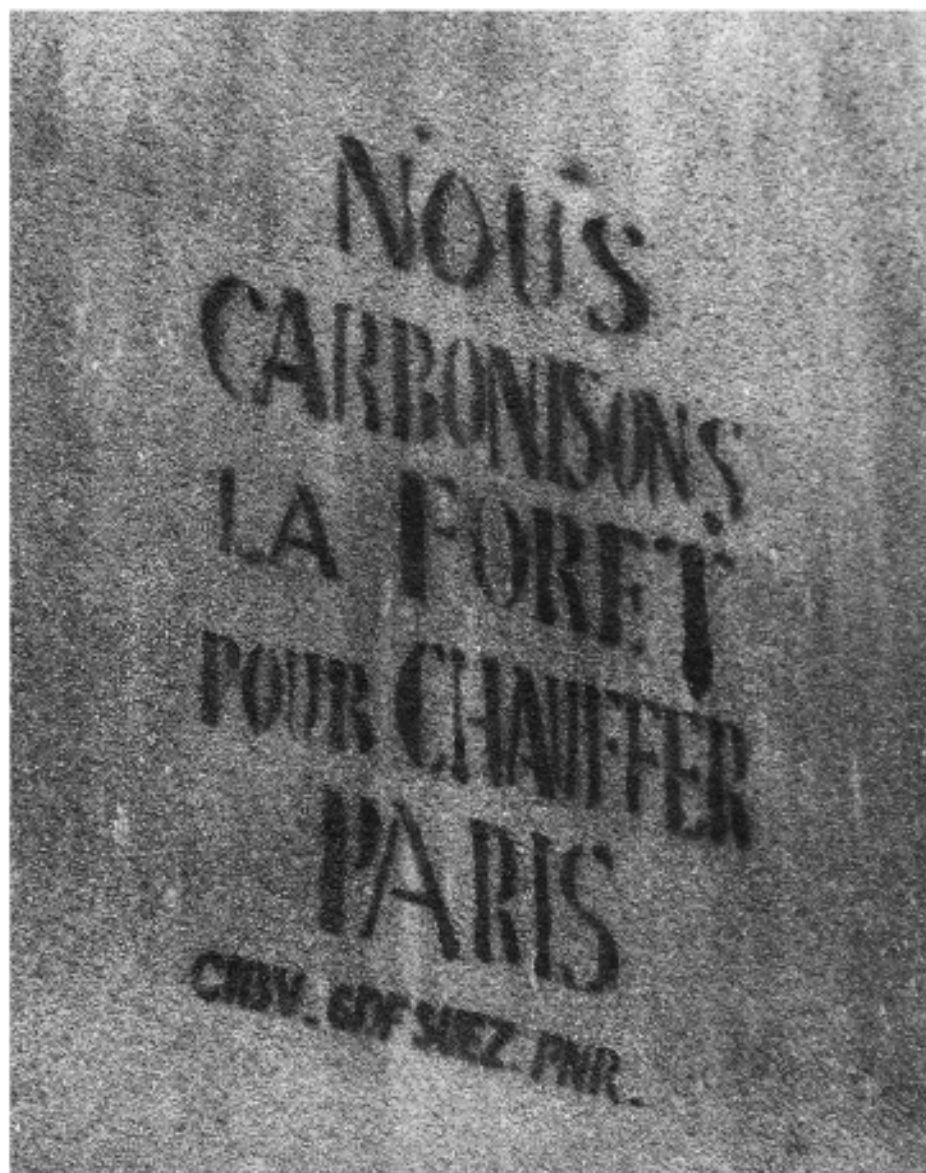
Au-delà d'un impact environnemental localisé, ce projet d'exploitation industrielle

La forêt n'est pas un gisement, un énième minéral, ni même seulement un espace recouvert d'arbres. C'est un territoire où nous habitons

pose la question de nos rapports au monde et à l'économie locale. Il promeut la monoculture plutôt que la diversité, le dessouchage plutôt que la restauration des sols déjà épuisés, la coupe rase plutôt que le prélèvement raisonné arbre par arbre, l'exploitation forestière pour la biomasse plutôt que pour la construction ou le bois de chauffage, le travail aliéné plutôt que l'indépendance. C'est la concentration des ressources et des profits dans les mains de quelques industriels et financiers, quelles qu'en soient les conséquences locales, plutôt que la multiplicité des usages de la forêt, considérés depuis chaque bout de territoire avec ses besoins et ses particularités. L'enjeu selon nous, qui dépasse le cadre de notre association, est celui de réinterroger collectivement notre relation avec cette entité vivante qu'est la forêt. Comment nous l'habitons et comment elle nous habite, quel avenir pour notre forêt. C'est une "autre culture" de la forêt qu'il s'agit de revendiquer, mais avant cela il est nécessaire de la penser collectivement, de produire un "commun". La forêt n'est pas un gisement, un énième minéral, ni même seulement un espace recouvert d'arbres. C'est un territoire où nous habitons, et où nous voulons vivre. "C'est une réalité sensible, une façon singulière d'agencer le monde, de l'imaginer, de s'y attacher" (J-B Vidalou, *Être forêts*, 2017).

Association Non à Montagne-pellets

Contacts :
nonalamontagnepellets.fr
et facebook : NMPViamBugeat



Sur le transformateur de St Quentin la Chabanne

- (1) Eh oui, depuis quelques années, le Commissariat à l'Énergie Atomique s'est mis à bégayer : il s'est doté d'un second doublet « EA », comme... énergies alternatives !
- (2) Voir par exemple <http://www.cea.fr/presse/Pages/dossiers/2013/projet-syndiese.aspx>
- (3) Voir par exemple https://ec.europa.eu/agriculture/forest/strategy/communication_en.pdf et http://fern.org/sites/default/files/news-pdf/briefingnote%20bioenergy_french.pdf
- (4) Voir à nouveau la note du FERN (http://fern.org/sites/default/files/news-pdf/briefingnote%20bioenergy_french.pdf), qui a également réalisé une courte vidéo visant à sonner l'alarme sur la question de la biomasse (<http://fern.org/playingwithfire>)
- (5) Pour ne citer que quelques sources, mentionnons les contributions des entreprises « Arbogeste » et « Forêt continue » à l'enquête publique sur CIBV, ou même la nouvelle charte du PNR...

- (6) M. Gaudriot et certains élus ont beau jeu de répéter à qui veut les entendre que CIBV ne profite d'aucune subvention : il s'agit en fait d'avances remboursables, à hauteur de 3 M€ de la part de la Région et de 4 M€ de l'ADEME. Des « prêts à l'innovation » qui sont connus pour encourager la prise de risques financiers, quitte à ne jamais être remboursés par la suite.
- (7) Pour référence, en 2014, la DRAAF recensait 233 000 m³ de bois-énergie récoltés sur les trois départements du Limousin. Selon qu'on se base sur la masse volumique moyenne des résineux (0,65 t/m³) ou sur celle des feuillus (0,89 t/m³), les 113 000 t convoitées par CIBV représenteraient entre 54 % (sur 207 370 t « théoriques » de feuillus) et 74 % (sur 151 450 t « théoriques » de résineux) de ce total (la valeur juste étant sans doute située entre les deux, soit environ les deux tiers).

Non à la montagne-pellets, actions en cours et à venir

- Informer : Comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant, nous continuerons à organiser des réunions publiques et à partager des analyses, et nous restons ouverts à toutes les invitations. Une grande réunion publique est d'ores et déjà programmée à Meymac pour le 18 juin, et d'autres sont en préparation. Le site internet (nonalamontagnepellets.fr) poursuivra ses publications régulières, le compte Facebook (NMPViamBugeat) également.

- Mener des actions en justice : Malgré les lacunes du dossier CIBV sur de nombreux points, le préfet a sans surprise donné son autorisation pour le début des travaux. Pour autant, nous n'avons pas encore épuisé toutes les voies légales pour obtenir l'abandon du projet. Des recours en justice seront déposés prochainement. Nous travaillons avec plusieurs juristes spécialisés dans le droit de l'environnement, et nous sommes convaincus que la prise en compte de l'ensemble des conséquences néfastes de ce projet permettra de le faire enfin annuler.

- Rassembler et élargir la mobilisation : Nous partons de deux constats : d'abord, les rassemblements organisés par NMP ont montré qu'une part croissante de la population locale partageait notre opposition ; ensuite, l'exploitation industrielle de la forêt suscite toujours plus de contestation à l'échelle nationale comme internationale. C'est pourquoi nous lançons un appel à prendre des initiatives et créer des comités locaux et nous organisons un grand rassemblement estival à la fin du mois de juillet (précisions à suivre dans nos prochains communiqués).

Appel à créer des comités locaux

Non à la montagne-pellets a fait le choix d'utiliser toutes les voies légales pour empêcher le projet CIBV de voir le jour. Pourtant, nous sommes bien forcés de constater que s'appuyer uniquement sur des processus "démocratiques" est illusoire.

En effet, malgré tous les arguments apportés par les habitants du territoire et les associations environnementales lors de l'enquête publique, la question de l'approvisionnement, qui dépasse un simple problème de nuisances causées au voisinage immédiat du site de Bugeat-Viam, a été délibérément mise de côté. C'est pourtant bien la pratique forestière que cette usine va impliquer à l'échelle de tout un territoire qui pose problème.

Décentraliser la contestation

C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il faut décentraliser la contestation et l'étendre à tous les lieux qui subiront directement les nuisances causées par l'approvisionnement : le dessouchage après coupes rases, les plates-formes intermédiaires de broyage, la circulation accrue des poids lourds, les dégâts causés sur les routes, tout ce sur quoi il n'a pas été jugé bon de consulter les habitants.

Par ailleurs, les contributions à l'enquête publique ont montré que le territoire était clairement divisé ; division qui ne s'est pour autant pas retrouvée parmi les élus,

puisque'ils soutiennent quasi unanimement le projet. Ils ont fait là la démonstration qu'ils ne représentaient plus une partie de leurs administrés. Cette soumission à un pouvoir arbitraire extérieur qui voudrait imposer un modèle de type extractiviste et colonial, dicté par les besoins des métropoles, pose au grand jour la question de la légitimité des habitants des territoires concernés à décider de leur avenir.

Pour des comités locaux autonomes

Partant de ces constats, nous pensons que la contestation doit maintenant prendre une autre dimension en multipliant ses moyens d'intervention, au-delà des actions de Non à la montagne-pellets, et tirer les conséquences des méthodes employées pour nous imposer

un projet au mépris de la contestation et de l'exigence d'un débat éclairé. Il ne s'agit plus seulement de s'opposer séparément à chaque nouveau projet néfaste, mais d'envisager quel type de rapport social s'oppose au modèle industriel prédateur présenté comme inéluctable. C'est pourquoi nous appelons les habitants des territoires concernés à créer des comités locaux autonomes et/ou à prendre les initiatives qui leur sembleront pertinentes, non seulement pour lutter contre CIBV à travers des actions concrètes, mais aussi pour mener des réflexions plus générales sur la forêt, pour répondre à la question de la dépossession de nos espaces de vie, pour sortir de l'impuissance et dépasser le stade de l'indignation sans conséquence.

Ces comités, ces

initiatives pourraient notamment s'intéresser aux usages locaux de la forêt, mettre en place des ateliers de réflexion à partir des autres thèmes soulevés depuis le début de la contestation (emploi, désertion et repeuplement du territoire, propriété, usages, etc.), organiser des rencontres, s'intéresser aux chantiers forestiers sur leur commune.

Prochains rendez-vous

Le rassemblement estival que nous sommes en train de mettre en place pourrait être une première occasion d'étendre les perspectives ouvertes par ces comités locaux et ces initiatives, de mettre en commun nos réflexions et nos idées d'actions à mener contre CIBV... et son monde !

Au mois de septembre, la Fête de la Montagne limousine pourrait aussi être un moment de convergence et de mise en partage pour tout ce qui aura commencé à se structurer d'ici là. C'était d'ailleurs un des objectifs qui avaient émergé de la thématique forêt lors de la Fête de la Montagne 2017.

Association Non à Montagne-pellets



La lettre de démission de Jean-Jacques Gougnet du conseil scientifique du PNR "Ce n'est pas ma conception de la devise "Une autre vie s'invente ici" !"

Jean-Jacques Gougnet, professeur émérite d'économie et d'aménagement de l'Université de Limoges, a démissionné du conseil scientifique du PNR après la prise de position favorable au projet CIBV du bureau du Parc (en réalité des trois personnes qui ont écrit cette résolution que la plupart des membres du bureau ont découverte après coup). Nous publions ici sa lettre de démission qu'il a adressée au président du PNR le 17 janvier 2018.

"Après mûre réflexion et discussion hier en conseil d'administration de Sources et Rivières du Limousin, j'ai pris la décision de démissionner du conseil scientifique du PNR Millevaches.

La première raison est l'instrumentalisation du conseil scientifique dans la contribution du bureau du Parc à l'enquête publique concernant le projet CIBV qui est inadmissible. Il est affirmé en effet, pour justifier la position favorable au projet du Bureau, que le conseil scientifique "a été mobilisé depuis près d'un an sur ce dossier afin d'étudier les documents disponibles relatifs au projet, et d'éclairer les instances du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin en charge de ce dossier". Je rappellerai simplement que j'avais envoyé la proposition suivante : "Il me semble donc que nous avons besoin d'une étude d'impact globale et non pas d'une étude d'impact limitée à une unité de production. Cela peut être intégré dans le débat préconisé avec l'absolue nécessité de participation réelle du public. Pourrait-on préconiser une vraie conférence de citoyens ?". Tout cela est resté

lettre morte : on a une pseudo étude d'impact purement ponctuelle ; la concertation "à la française" fait sourire.

La seconde raison provient du non respect de la devise adoptée à l'initiative du CORP* pour définir les PNR : "Une autre vie s'invente ici". Or sur le territoire du PNR Millevaches

- Nous venons d'échapper à une poule nucléaire.
- Il y a déjà un élevage industriel de bovins.
- La gestion et l'exploitation de la forêt est calamiteuse.

On rajoute une unité industrielle de destruction des sols et de la biodiversité (coupes à blanc et enlèvement des souches). Tout cela fait beaucoup et j'ai une réputation académique à défendre. Par ailleurs, ce n'est vraiment pas ma conception de la devise "Une autre vie s'invente ici".

Le 17 janvier 2018
Jean-Jacques Gougnet



Parc naturel régional
de Millevaches
en Limousin

Une autre vie s'enterre ici !

* Conseil d'orientation, recherche et prospective (CORP) de la Fédération nationale des PNR. Cette instance est composée de scientifiques, chercheurs et personnalités (Jean-Jacques Gougnet en fait partie). Son rôle est de veiller et alerter les PNR sur les sujets de société, de contribuer aux réflexions des commissions de la Fédération des Parcs et d'intervenir lors de séminaires et colloques.

L'ambulance partisane : se soigner est une affaire politique !

Bien qu'elle circule beaucoup, vous l'avez certainement déjà croisée sur le Plateau. Mais l'ambulance partisane reconnaissable à ses bandes oranges est souvent ailleurs : à Notre-Dame-des-Landes au moment des évacuations ; à Briançon ou Vintimille aux frontières où des migrants égarés arrivent, pas toujours en très bon état ; en marge d'un cortège ou d'une manifestation à Nuit Debout ou à Bure. L'une des responsables de l'Association de soins intercommunale (ASI) à l'origine de cette initiative, dresse un premier bilan de cette expérience.

Comment est né ce projet ?

L'association de soins intercommunale s'est créée en 2014 suite à la rencontre de plusieurs personnes préoccupées de permettre et de développer un accès libre (sans contrepartie de papiers ou de ressources) à des soins de qualité et adaptés aux besoins des personnes ne pouvant bénéficier du système de santé ou s'en défiant. Elle est constituée d'une dizaine de personnes ayant des formations médicales, paramédicales ou secouristes. Nos pratiques de soins se sont enrichies du partage d'expériences sur le terrain qui fut permis notamment par des rencontres entre soignants, usagers, aidants, street medics et praticiens autour de la santé et de ses enjeux politiques.

À quel besoin répond cette initiative ?

Il y a une situation d'urgence sanitaire au niveau institutionnel qui est remis en cause par le personnel hospitalier depuis des années. Il est de plus en plus difficile de faire un accueil suite aux coupes budgétaires et à la privatisation. Les suicides de soignants ne sont qu'un symptôme de cette stratégie économique à court terme. Un autre symptôme est que de plus en plus de gens ne peuvent se soigner. Un autre est l'usage d'armes de guerre par la police pour maintenir la peur à même les corps. Un autre le laisser-pourrir aux frontières de camps invivables. Il est difficile de parler de valeurs quand des situations d'urgences vitales sont en jeu...

Ces dernières années, l'armement des forces de l'ordre s'est intensifié et diversifié. Que ce soit celui de la police armée ou celui de toutes les polices bureaucratiques... Dans des luttes très diverses il y avait des camarades passionnés par le soin mais aussi, et de plus en plus, nous étions nombreux à avoir eu des blessures, des séquelles, de grenades et de flashballs. C'est pourquoi nous sommes un certain nombre à nous être retrouvés sur ces questions : comment faire face aux blessures lors d'affrontements avec la police ? Qu'est-ce qu'on fait face à ces formes de capture des corps que sont les hôpitaux ? Ou dans un service psychiatrique qui capture les âmes ? Comment on se forme, quels outils fabriquer, comment se réapproprier des manières de nous soigner ? Comment sortir en somme de l'impuissance ? L'idée d'avoir un outil mobile facile à nettoyer et où le matériel ne s'abîmerait pas, où nous pourrions faire des examens et des sutures par exemple, fut une réponse parmi d'autres.

Cela s'est concrétisé par l'achat de l'ambulance...

Se doter d'outils mutuels pour aller là où l'accès aux soins est rendu difficile, voire criminalisé, fut à l'origine de l'achat et de la mise en place d'un usage coopératif d'une ambulance autonome. Nous ne cherchons pas à pallier au manque de l'État et du système hospitalier. Nous souhaitons créer la possibilité de se soigner et d'avoir accès à des soins spécialisés de qualité pour tous sans discrimination de statut social. Nous refusons la présence policière dans les hôpitaux comme dans les centres d'accueil. C'est pour cela qu'il nous a semblé nécessaire d'organiser quelques moyens pour porter cette position de manière pratique, par exemple par notre présence lors de



L'ambulance sur la jungle de Calais

manifestations ou aux frontières, sans douter qu'elle ne pourra suffire en elle-même... C'est en 2015, trois ans après la tentative ratée de l'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, que nous avons acheté cette ambulance collective. On en cherchait une pas trop chère. On avait mis un peu de sous en commun et surtout on a eu un don d'une personne qui souhaitait soutenir une expérience politique autour du soin. Il s'agit d'une ancienne ambulance de la protection civile luxembourgeoise. On est allée la chercher dans l'Est avec un camarade mécanicien. Depuis elle a sillonné pas mal de routes. Elle est prise en charge par un collectif qui s'est recomposé autour de différentes luttes. Celui-ci était composé de camarades qui avaient déjà des liens, qui

C'est une particularité locale que de penser entre ceux et celles concernées les moyens de répondre aux situations qui demandent des ressources collectives

étaient intéressés par les questions de santé dont certains avaient des formations spécifiques autour du soin. La décision d'avoir une ambulance avait été précédée par des rencontres régulières pendant quatre ans avec des gens des quatre coins de l'hexagone et d'ailleurs, centrées sur ce que peut vouloir dire des pratiques de soins autonomes. Parallèlement, c'est très important, il a été possible de tisser des liens avec des médecins dans des services hospitaliers qui ne vont pas balancer les blessés aux flics. Bref, il a été possible de créer des liens de confiance pour pouvoir emmener à l'hôpital

quelqu'un de blessé après une manifestation sans craindre son arrestation.

Vous n'intervenez cependant pas que dans des situations d'urgence ?

On a aussi besoin de soins au quotidien, parce qu'on est dans des collectifs qui font des chantiers, qu'on peut se blesser, que certains amis vivent des situations de crise qui peuvent les amener dans un service psychiatrique, qu'il y a à explorer des formes médicamenteuses qui échappent aux laboratoires pharmaceutiques. D'autre part nous connaissons pour y vivre, le besoin sur le plateau d'une organisation locale et adaptée à ce territoire loin des structures hospitalières de plus en plus centralisées. C'est une particularité locale que de penser entre ceux et celles concernées les moyens de répondre aux situations qui demandent des ressources collectives. Il y a donc eu plusieurs initiatives autour de la santé, sur la mise en réseau des professionnels de santé, sur l'accueil des personnes âgées, et aussi

sur la formation aux premiers gestes de secours. Ces formations sont la base de notre souci d'autonomie et de diffusion des savoirs. Il y en a pour tous les âges et cela fait partie de nos activités comme moyen de toujours renouveler notre propre apprentissage et susciter l'intérêt de rejoindre notre association.

Comment est équipée l'ambulance ?

Comme une ambulance classique, avec un brancard, certains instruments et médicaments indispensables... Nous avons aussi des baumes que nous faisons nous-mêmes, par

exemple un baume pour soigner des chocs qui est très efficace. Il y a des tiroirs où tout est noté par spécificité. On a aussi un petit tiroir bibliothèque, des affaires de la vie quotidienne. Quand on allait dans les camps de migrants à Calais, il y avait des besoins de base qu'il fallait anticiper : chaussettes, préservatifs, tampons, brosses à dents... Quand on a des potes formés en médecine chinoise qui peuvent être là, on a aussi des tiroirs pour cela.

Mais toute situation ne requiert pas l'ambulance. Parfois il faut être mobile, réactif, dans une logique qui accompagne un certaine forme d'offensive. Là, il n'y a pas de place pour l'ambulance sauf comme une sorte d'arrière-garde. C'est pour cela qu'il serait important que plein de gens puissent donner rapidement des premiers secours. Pour ne pas avoir à gueuler "medic" toutes les 10 minutes. Car il y a beaucoup de gestes que n'importe qui devrait savoir : comment stopper une hémorragie par exemple. Mais il y a forcément une spécialisation, des formes de délégation : il faut avoir des formations spécifiques, tout le monde ne peut pas faire certains gestes. Mais ça ne veut pas dire tout déléguer à l'institution de soin. Il faut parvenir à s'autonomiser sur des questions de base, de telle sorte que les formes de lutte prennent corps avec tous leurs éléments, dont les soins de premiers secours.

Contact : medecine@riseup.net

Pour en savoir plus : Un long entretien avec l'ASI autour de l'ambulance partisane dans l'ouvrage *Itinérances*, à paraître aux éditions Divergences.

Appel à dons

L'association de soins intercommunale a lancé cette année un appel à dons pour maintenir en état l'ambulance partisane, s'acquitter des frais d'assurance (tout conducteur et tous risques depuis que les forces de l'ordre ont percé les pneus du véhicule en l'immobilisant totalement lors de soins aux migrants à Vintimille), acheter du matériel de secours et, par ailleurs, pour pouvoir mener des actions et formations. L'association ne reçoit aucun argent public et repose donc uniquement sur le bénévolat et le don. Pour pouvoir fonctionner à minima, il lui faut environ 4 000 € par an. Une campagne de récolte de dons est en cours via le site Hello asso

<https://bit.ly/2LMd5Kh>

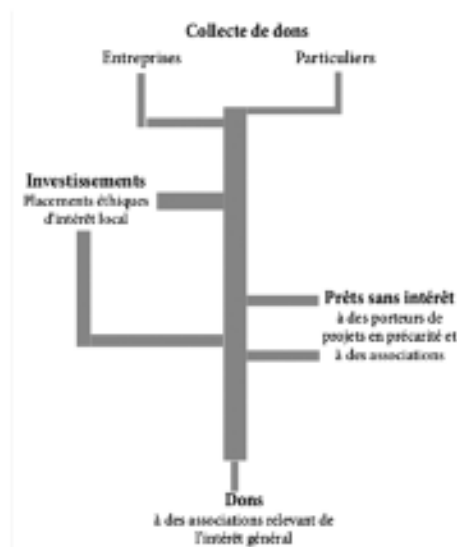
Un atelier de santé entre femmes

Elles sont quelques-unes à vouloir constituer un groupe d'une douzaine de femmes pour démarrer un cycle de 5 ateliers d'auto-santé à Nedde. Ils auront pour thème l'immunité, la santé du cœur, la santé du sommeil, la santé des seins et la santé du périnée. Le premier a eu lieu le dimanche 17 juin. Mais il est toujours possible de contacter le groupe pour s'y joindre.

Contact : santedesfemmeslimousin@gmail.com ou 06 38 02 82 18.

Un impôt volontaire au service des projets locaux

Comment ça marche ?



de l'association qui peuvent émettre un avis sur les dossiers. Mais seuls les membres du conseil d'administration du fonds de dotation participent au vote décisionnel.

- Des dons à des associations d'intérêt général : Radio Vassivière (Royère de Vassivière), Association de soins intercommunale (ASI), Vassivière partage (Royère de Vassivière), Cadet Roussel (Faux la Montagne), garage associatif GASEL (Lacelle),...
- Des prises de participation à la SCIC l'Arban (Faux la Montagne) pour soutenir : la création du lieu de vie La Renouée (Gentioux) et l'achat du local de la ressourcerie Court-Circuit (Felletin).
- Des avances de trésorerie à des associations : Télémillevaches (Faux la Montagne), Arts Nomades production (Peyrelevalde), Le Café des zenfants (Eymoutiers), Energies pour demain (Peyrelevalde), Info Limousin (Eymoutiers), le fablab Lab'rousse (Croze),...

- campagne Solidarités réfugiés menée par un collectif d'habitants solidaires de Faux la Montagne (au profit des MAS d'Eymoutiers et de Peyrelevede),
- aménagement des nouveaux locaux de Cadet Roussel (Faux-la-Montagne).

Siège social : Le Volubilis, Place de la fontaine
23340 Faux la Montagne.
<https://www.helloasso.com/associations/fonds-de-dotation-la-solidaire>

Le projet

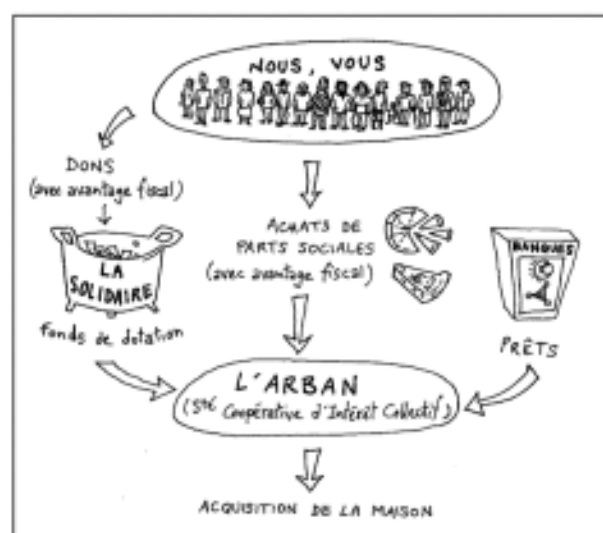


liers et toute personne qui souhaite adhérer à l'association, dans un esprit de coopération concrétisé par des assemblées générales biennuelles, des réunions d'usagers et des groupes de travail thématique (épicerie, jardin, commandes groupées...).

Une maison était à vendre dans le bourg de Gentieux. Elle correspondait à ce que nous cherchions : surface, répartition des espaces, jardin, situation, volume de travaux etc. Le prix total de l'opération, avec les frais de notaire et les travaux s'élevait à 200 000 €.

L'apport initial pour la réalisation de l'opération était de 100 000 € afin de pouvoir emprunter le reste à une banque

Pour les personnes qui préfèrent faire un don ouvrant droit à l'avantage fiscal, La Solidaire, fonds de dotation reconnu d'intérêt général, s'est associé au projet et a collecté les dons qui ont été ensuite investis dans l'Arban.



L'assemblée générale comprend tous les membres et peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres des missions et des fonctions qui sont alors définies dans le règlement intérieur ou dans un procès-verbal de l'assemblée. Elle se réunit sur

L'assemblée générale désignera en son sein et tous les ans, les personnes qui composeront le conseil d'administration du fonds de dotation.

Le silence des prairies

Ce matin là, quand Jean a ouvert les yeux, tout semblait normal. Comme tous les jours, après un rapide café réchauffé vite fait, il est allé voir ses bêtes. C'était son rituel personnel. Accueillir le jour naissant, s'éveiller de la torpeur de la nuit avec elles...

Mais, ce matin là, le champ était désert, le silence... Ce matin-là, les bêtes étaient mortes, ou parties.

En voyant arriver Pierre, tout agité, il comprit que son cas n'était pas isolé.

- Toi aussi ?

- Qu'est-ce qu'il se passe, nom de Dieu ?

- Et les autres ?

Les autres ? Pareil. Plus de cheptel. Le JT confirma la situation, partout les bêtes crevaient, disparaissaient. Les experts s'exprimèrent, les politiques compatirent et promirent, le public s'émua, les partisans s'affrontèrent, les impôts épongèrent chichement, les firmes technologiques flairèrent le marché émergent... et le silence s'installa dans les prairies.

Après des mois d'agitation et de bataille de chiffres, de réquisitoires et de discours, les éleveurs durent finir par admettre que, finalement, on n'avait pas tant que ça besoin d'eux.

Les solutions existaient, l'ingénierie était là pour ça. Enfin, des solutions... disons que ça faisait tourner l'économie, en repoussant le problème.

Et puis, il restait les criquets pour faire du bruit dans les prairies... pour le moment.

Un cheptel en voix d'extinction

95 % de perte. C'est le premier résultat non exhaustif d'une enquête rapide auprès d'éleveurs du Limousin. Sur 760 ruches recensées, 729 sont vides en ce pas si joli mois de mai. Oui, nous parlons d'abeilles. Nous parlons d'apiculteurs consternés, pourtant habitués à voir la population de leurs ruches malmenée depuis 30 ans. Mais 2018 restera dans leur mémoire comme une année noire : jamais une telle hécatombe ne s'était produite. Et non, il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, dû, comme certains aimeraient le faire admettre, à l'incompétence des apiculteurs. Même si le varroa, parasite acarien "importé", fait des ravages, cela ne suffit plus à expliquer une telle hécatombe. Une mortalité massive comme le rapporte *La Montagne* dans son édition du 14 avril 2018 (1), ou le site actu.fr qui fait état de la mobilisation des apiculteurs bretons qui ont perdu 20 000 colonies (2), ou encore, dans l'Aisne où le Syndicat Apicole de l'Abeille constate une mortalité de 80 à 100 % (3)... On pourrait en citer d'autres.



La campagne en voie de désertification

Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg. *La Montagne*, encore elle, se fait l'écho d'une autre alerte, celle de la LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux) (4) : un tiers de la population d'oiseaux a disparu en quinze ans (5). Et que dire de l'étude du journal scientifique *Plos One* qui révèle que 80 % des insectes ailés ont disparu en Europe (6). Notons, pour l'amour de la précision, que les relevés de cette étude ont

été faits dans des zones protégées. Nul besoin d'être biologiste ou écologue pour comprendre que ces extinctions sont liées, et qu'elles vont avoir de lourdes conséquences, et pas seulement économiques.

Cessons là les références, il suffit d'utiliser un moteur de recherche sur Internet pour en trouver en pagaille. Ces alertes reviennent d'ailleurs si régulièrement, depuis quelques décennies, qu'elles en deviennent banales. Et on s'habitue petit à petit à l'idée que la campagne se transforme en désert productif, voué à une économie dont le seul dessein semble être de continuer à tourner, pour elle-même, en s'auto-justifiant.

Chercher les causes plutôt que le coupable

Quoi qu'on en dise, on a beau réfuter les études par des arguments de plus en plus fallacieux, les résultats pointent tous dans la même direction : les pesticides. L'usage des pesticides n'est pas nouveau : dès l'Antiquité on utilise le soufre, l'arsenic ou différentes plantes pour lutter contre parasites et maladies. La chimie minérale au XIX^e siècle et la chimie de synthèse, dès 1930, vont permettre un essor considérable de l'usage de pesticides à grande échelle, surtout depuis les années 1990 (et 1994, avec l'arrivée en France des néocotinoïdes). Aujourd'hui, ils sont partout, dans l'agriculture bien sûr, mais aussi dans le jardin, la maison, les matériaux, les tissus, les animaux de compagnie, etc. Mais l'agriculture (élevage, cultures,

arboriculture... et apiculture) a le défaut de se pratiquer en pleine nature. Ses pratiques ont donc un impact direct sur la faune et la flore sauvages, même si les autres sources de pollutions ne doivent pas être dédouanées. De même que nos habitudes de consommation, qui encouragent ou, du moins, entretiennent les habitudes de production. Les plans gouvernementaux (Grenelle, Ecophyto) échouent systématiquement à inverser la tendance haussière de l'utilisation de pesticides (7). Le 29 mai 2018 l'Assemblée nationale a repoussé l'interdiction du glyphosate à 2021... Alors coupables, les agriculteurs ? Ou juste, comme tout le monde, soumis aux routines, aux influences mercantiles, aux diktats économiques... Les agriculteurs et leur famille, ne l'oublions pas, sont les premiers à subir les conséquences sanitaires de l'usage des pesticides. Il importe sans doute plus de se demander pourquoi nous en arrivons là, et surtout pourquoi nous nous obstinons à continuer dans la même voie, tous ensemble, citoyens, producteurs, consommateurs...



Comment réagir ?

Bonne question. Car il va bien falloir réagir. Il va bien falloir "faire quelque chose" de plus que l'éternel constat que tout va de plus en plus mal. Peu importe l'avis des experts. Nous avons tous assez de discernement pour comprendre que nous sommes face à un désastre écologique. C'est comme cela que s'est formé ces dernières semaines le Collectif des Citoyens d'Ici, qui regroupe localement, autour d'apiculteurs, des personnes qui veulent tenter "quelque chose".

Au cours de nos échanges, nous avons réalisé que tous, agriculteurs, éleveurs, forestiers, arboriculteurs, apiculteurs, consommateurs, nous étions portés par les mêmes intérêts. Personne, non, personne, ne peut se contenter de voir disparaître insectes et oiseaux, en accusant la fatalité. Aussi, loin de nous l'idée de nous dresser les uns contre les autres. Mais plutôt de nous permettre de dégager des pistes de coordination entre les différents acteurs et de faire de la bonne santé de notre territoire une cause commune. Tout en sachant que des divergences apparaîtront inévitablement, nous restons convaincus qu'il est possible de trouver et développer des points de convergence.

Micro-territoires de collaboration

Une idée est en train de germer : lancer, dès le printemps 2019, des micro-territoires de collaboration, espaces de quelques centaines d'hectares, adaptés à la distance de vol d'une abeille. Ces terrains s'apparenteraient à des lieux d'observation privilégiés. Pas question ici de conservatoire ou de sanctuaire, il faut, au contraire, qu'ils soient représentatifs de l'activité locale : ferme, élevage, exploitation forestière, agriculture... et apiculture. Des comptages réguliers d'insectes domestiques et sauvages seraient effectués. Nous pourrions alors observer l'évolution des populations en lien avec les exploitants en activité sur le secteur. Et nous pourrions mettre en commun les savoirs et compétences des uns et des autres, en y incluant des scientifiques et naturalistes. Cela nous permettrait d'avoir une vision globale à la fois des impératifs écologiques et des enjeux sociaux et économiques. Nous tenons le pari qu'il est encore possible, en quelques années, et grâce à l'échange et au dialogue, d'inverser la tendance mortifère actuellement à l'oeuvre et qui a provoqué ces ravages du printemps 2018.

Le Collectif Citoyens d'Ici

Contact : stopmortaliteabeilles@gmail.com

- (1) "Les abeilles meurent par millions, en Creuse comme ailleurs", par Julie Ho Hoa.
- (2) "Mortalité des abeilles : le cri d'alarme de 300 apiculteurs", publié le 2 mai 2018.
- (3) "Mortalité record chez les abeilles dans l'Aisne", par Célia Vanier, sur le site france3-régions.
- (4) "L'hécatombe des oiseaux de nos campagnes s'accroît en Limousin", par Julie Ho Hoa.
- (5) Étude Stoc EPS du Museum national d'histoire naturelle.
- (6) "More than 75 percent decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas", sur le site <http://journals.plos.org>
- (7) Voir "Tout ce qu'il faut savoir sur les pesticides", par Angela Bolis, *Le Monde.fr*, 22 mars 2016.

Un Erro chez Rebeyrolle

Sous le titre "La confusion du monde", l'exposition estivale de l'Espace Paul Rebeyrolle à Eymoutiers est consacrée à l'artiste Erro. Composée d'une trentaine d'œuvres, de la fin des années 1950 jusqu'à aujourd'hui, l'exposition convoque tant le machinisme, l'art, le pouvoir, l'argent, l'ordre social que la longue marche de Mao... Elle témoigne de la pertinence d'une œuvre qui ne cesse de se nourrir à l'écho du monde. Du 3 juin au 25 novembre 2018.



Les sorciers sont à Meymac

Cette année le musée d'archéologie et du patrimoine Marius Vazeilles de Meymac a fait le choix de s'orienter vers des pratiques patrimoniales immatérielles ancestrales mais toujours d'actualité dans nos sociétés, en organisant une exposition intitulée : "Y croyez-vous ? Sorcellerie et guérison". Cette exposition réalisée en collaboration avec la Société d'études et de recherches des survivances traditionnelles offre un panorama sur la sorcellerie, la magie, les croyances et usages médicaux en milieu rural et dans les campagnes de France métropolitaine et limousine de la Préhistoire à nos jours. Du 5 mai au 28 octobre 2018.

Exploitation forestière : les dégâts continuent

C'est sans doute un exemple parmi beaucoup d'autres. Mais il concerne un lieu emblématique du plateau de Millevaches : la chapelle du Rat, sur la commune de Peyrelevade. Les propriétaires du moulin installée en

Creuse, sous la chapelle, nous ont envoyé quelques photos du chemin qui relie le moulin à la chapelle, après un chantier forestier, avec utilisation d'une abatteuse, qui s'y est déroulé cet hiver. Comme on dit : cette photo se passe de commentaires...



Le pari de l'intelligence collective

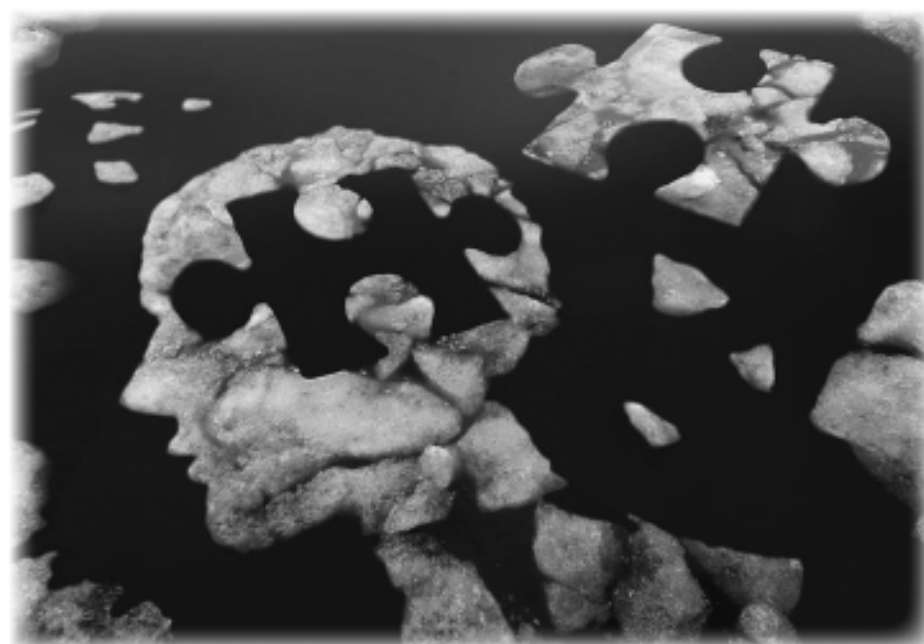
En novembre dernier à Felletin s'est tenue une réunion publique pour recueillir la parole des habitant-e-s en vue d'établir la fameuse feuille de route de l'hyper-ruralité. La réunion était organisée à l'initiative des municipalités de Felletin, Croze, Saint-Quentin et Saint-Frion, et comptait la présence du président de Creuse Grand Sud. De leur côté, les habitant-e-s s'étaient déplacé-e-s en nombre (une bonne cinquantaine de personnes). L'un d'eux nous fait part de son analyse.

Au cours de cette réunion, on a senti un effort d'écoute sincère de la part des élus-e-s présent-e-s, et ce, malgré certaines interventions laborieuses... On a eu droit par exemple à une longue litanie sur la déchéance du LMB qui ne présentait que peu d'intérêt en terme de propositions. Il n'y avait tout simplement personne pour animer la réunion, ce qui a laissé toute la place aux longueurs et aux digressions. Le débat aurait peut-être gagné à ce que la parole tourne un peu plus. L'effet de la prise de parole en public doublé du manque d'animation a fini par dessiner une polarisation maladroitement résumée en une opposition entre autochtones et néo-ruraux : en gros celles et ceux qui voudraient des autoroutes et des grands projets contre celles et ceux qui voudraient vivre tranquilles et caché-e-s. À cet endroit, un-e animateur-ice avisé-e aurait pu relativiser la caricature et relancer le débat en des termes plus constructifs... Quelques idées sont pourtant ressorties de cette réunion. Mais surtout, elle a rassemblé des personnes qui ne se croisent probablement jamais, et c'était peut-être là le plus intéressant. Nous manquons incontestablement d'espaces de ce type, pour nous aider à dépasser les cercles affinitaires et créer de la rencontre et du débat.

Expérimenter de nouveaux espaces de démocratie

À Felletin, la municipalité précédente proposait un temps d'échange annuel avec les habitant-e-s, et on regrette qu'il n'existe plus aujourd'hui. Certes on passait beaucoup de temps sur les nuisances de toutes sortes, mais il faut sans doute savoir saisir le politique par où il se présente pour l'accompagner vers des terrains plus consistants. Le chemin est long pour parvenir au budget participatif évoqué parmi les propositions de la comcom. C'est un travail de longue haleine, il ne faut pas renoncer mais au contraire faire preuve de persévérance ! Je suis ressorti de cette réunion partagé entre l'envie que ces temps de débat et d'échange puissent être plus fréquents et le souhait que l'on trouve des formes plus adéquates pour favoriser l'émergence de l'intelligence collective.

Les formes de la démocratie locale dans le Sud Creuse semblent se limiter aux conseils municipaux, au conseil communautaire (qui n'est qu'une reproduction à plus grande échelle des précédents), aux commissions (dont l'ouverture aux habitant-e-s non élu-e-s est encore difficile), et aux réunions publiques (si rares qu'on ne pense même pas à les animer). Malgré tout la Comcom expé-



rimente. La collectivité dédie une page de son site internet à la démocratie participative sous forme de questionnaires dont les résultats sont analysés et restitués. C'est un peu décevant en terme qualitatif mais la participation n'est pas négligeable, en attendant l'émergence d'autres espaces d'expressions. Un conseil de développement (CoDev) est également en cours de création : il s'agit d'un organe non décisionnaire qui devra faire le relais entre l'institution et les habitant-e-s et être force de proposition. Le risque est

de produire une structure bureaucratique sans réel pouvoir, où les personnes et les idées s'épuiseraient au fil des réunions... C'est un outil qui se retrouve parfois au service des élu-e-s désireux-ses de canaliser et éteindre les conflits locaux à moindre frais. Charge aux élu-e-s communautaires de jouer le jeu et de prendre en compte les travaux du CoDev dans leurs décisions. De leur côté, les membres du CoDev auront la tâche difficile d'en faire un espace vivant et organique qui soit capable de proposer de nouvelles formes et de nouveaux lieux de la démocratie.

La bonne volonté ne suffit pas

Des postures et des méthodes existent pour favoriser la participation. Animer des espaces de débat s'apprend, notamment pour produire collectivement des idées et

des arguments qui soient de réelles aides à la décision. C'est aussi la garantie de pouvoir mobiliser à nouveau la fois suivante (rien n'est plus démotivant qu'une réunion ratée...) La bonne volonté ne saurait suffire à faire émerger l'intelligence collective, et il est indispensable d'envisager des formations à destination des élu-e-s, technicien-ne-s et autres habitant-e-s pour s'outiller, être capables de jeter des ponts entre les institutions et les initiatives citoyennes, et apprendre à intégrer les processus de participation dans le calendrier de l'action publique.

La bonne volonté ne suffit pas à faire émerger l'intelligence collective, et il est indispensable d'envisager un accompagnement compétent et des formations pour s'outiller.

Il s'agit aussi d'apprendre à composer avec la contradiction, ce qui ne va pas toujours de soi. Dans les colonnes de ce journal, une responsable associative qui avait travaillé sur un projet avec la comcom regrettait le manque de concertation de la part de la collectivité. Le ton de l'article était juste et très mesuré, mais plutôt que de prendre note de la critique et ouvrir le dialogue en vue de changer les pratiques, les élus concernés en firent un casus belli. L'association dans laquelle travaillait l'auteur de l'article fut menacée de voir les projets avec la collectivité gelés (ce qui advint de fait), et le président de la Comcom de l'époque alla même jusqu'à menacer d'user de son influence pour annuler d'autres subventions ne relevant pourtant pas de la collectivité qu'il servait !

Au delà de la réaction surréaliste qui dé-

nonce une pratique certaine du clientélisme, il est regrettable que les acteurs du territoire ne soient pas systématiquement associés aux projets qui les concernent, et quand ils le sont, qu'ils soient traités en subalternes plutôt qu'en partenaires. Car alors ils s'épuisent dans de stériles rapports de force au lieu de mettre leur énergie au service des projets et du territoire.

À la lumière de cet exemple, on comprend mieux l'anonymat choisi par certain-e-s des rédacteur-ice-s de "Ici les habitants" qui prennent soin de ne pas compromettre les structures dans lesquelles il-elle-s s'investissent. Il faut ajouter qu'à la même époque, l'élu en question n'avait pas manqué de s'afficher "Charlie" et de se poser en défenseur de la liberté d'expression. Cela révèle toute la distance qui existe entre le discours et la pratique, et qui engendre un profond dégoût de la politique.

Sortir des schémas traditionnels

Il se pourrait que la page du paternalisme soit en train de se tourner sur Creuse Grand Sud, mais les vieilles habitudes ont la vie dure, et c'est un long processus qui nous attend pour sortir des schémas hiérarchiques traditionnels. Lors de cette réunion à Felletin, le président actuel de la comcom a formulé le vœu d'impliquer les habitant-e-s pour construire le projet de territoire dans les années à venir. On ne peut que s'en féliciter, et souhaiter que les habitant-e-s soient associé-e-s dès l'amont de la démarche.

Les défis qui se présentent pour les années à venir sont de taille : la métropolisation avec son cortège de fuite de compétences et de ressources, la poursuite du déclin démographique, le recul des services publics, la diminution des dotations de l'État et la mise en concurrence des territoires... Nous avons besoin de toutes les forces vives du territoire pour faire face à ces défis, et seule une transformation réelle de la culture locale du politique peut permettre de mobiliser fructueusement ces forces.

En ces temps de disette budgétaire, voilà d'ailleurs une proposition peu coûteuse pour les collectivités (hormis la formation de personnes ressources et le recours à des compétences professionnelles, dont certaines sont déjà présentes sur le territoire). Un engagement dans ce sens nécessitera une certaine disposition à l'expérimentation et une solide volonté politique. L'investissement devra être conséquent, il se mesurera en temps et en disponibilité.

Olivier Cagnon

BLOC-NOTES

Lacelle accueillera la fête de la Montagne limousine du 28 au 30 septembre 2018

Depuis trois ans, la fête de la Montagne limousine se veut une manifestation qui vise à rassembler le plus grand nombre possible d'acteurs du territoire. Il s'agit certes de faire la fête (il y a des concerts, des animations, des spectacles, de la musique...) mais aussi de faire des rencontres et de débattre des grands enjeux du moment. La Fête de la Montagne Limousine est la fête où celles et ceux qui vivent et travaillent sur la Montagne limousine et qui, de ce fait, construisent une vie commune. Ouverte à tous, c'est une fête gratuite avec un marché de producteurs, des stands de présentation du savoir faire local, des débats, des films, des buvettes et mille et une occasions de rencontres. C'est le lieu idéal pour que se parlent, débattent, s'amusent et réfléchissent ensemble les habitants et habitantes de la Montagne. Après Tarnac en 2015, La Nouaille (en Creuse) en 2016 et Nedde en 2017, la fête est de retour en Corrèze, à Lacelle ! Tous les habitants du territoire sont invités à participer à cette fête. Inscrivez vous pour être

bénévole, ou participez aux réunions de préparations. Informations sur www.montagnelimousine.net



Michel Moine encore plus fort !

Les aventures de la com com Creuse Grand Sud s'enrichissent d'un épisode supplémentaire. Un nouveau faux en écriture a été découvert, concernant une délibération fictive du bureau communautaire en date du 25 mai 2016. Ce faux permettait alors d'ouvrir une ligne de trésorerie de 2 millions d'euros destinée à rembourser la ligne précédemment ouverte en mai 2015... Si cette somme ne s'ajoute pas au déficit de la communauté de communes constaté à l'automne 2016, ce fait nouveau apporte la preuve que cette somme de 2 millions a été obtenue à partir d'un faux en écriture publique, ce qui constitue un fait très grave. L'actuel président de Creuse Grand Sud a aussitôt déposé une plainte auprès du procureur de la République pour faux et usage de faux. Quant au jugement de Michel Moine concernant le premier faux (celui de 2015), initialement prévu pour mai 2018, il a été repoussé pour permettre de nouvelles investigations. On parle d'un procès pour décembre 2018. En attendant, présomption d'innocence oblige, le larron est toujours maire d'Aubusson.

30 ans de La Chélidoine

Une aventure théâtrale en Haute-Corrèze

Le 30 juin prochain, la Scop La Chélidoine, qui s'est développée depuis 1987 sous la direction de Sylvie Peyronnet et Claudé Montagne, va cesser ses activités, l'un et l'autre arrivant à l'âge de la retraite. Unis dans la vie, ils sont les heureux parents de trois enfants, qui mènent des carrières culturelles et artistiques (à Paris, à Valence et en Corée). Le couple n'abandonnera pas pour autant ses activités créatives, mais ils seront débarrassés des tâches de gestion et d'administration. En retraçant son itinéraire, IPNS souhaite rendre hommage à cette remarquable réalisation de théâtre à la campagne.

Une histoire à deux

Sylvie a passé son enfance et adolescence à Saint-Étienne, où elle a découvert le théâtre avec Jean Dasté et la Comédie de Saint-Étienne. Ce fut la naissance d'une passion. Montée ensuite à Paris, elle y passe une maîtrise de philosophie, tout en commençant à travailler dans le théâtre, occupant des postes dans différentes compagnies. Claude, de son côté, a développé sa sensibilité artistique pendant ses jeunes années, grâce aux séances de cinéma et spectacles présentés dans le café paternel, à Narbonne. C'est pourquoi – parallèlement à ses études et à son activité professionnelle (éducateur spécialisé), il a suivi une formation théâtrale. Elle lui a permis de rencontrer des comédiens professionnels avec qui il a travaillé. Puis en 1982, Claude rejoint à Paris une école privée créée par une comédienne bulgare où Sylvie suit aussi des cours : L'Atelier Radka Riakova. En 1985, Sylvie et Claude joignent leurs efforts pour créer la compagnie La Chélidoine, sous forme associative.

L'arrivée en Corrèze : le festival de La Luzège

En 1986, le couple vient pour la première fois en Corrèze, animer un stage de théâtre à Saint-Pantaléon-de-Lapleau, lequel débouchera sur la présentation de *Geoffroy Tête Noire*, de Jacques Bens. L'année suivante, ils décident avec Roger Ponty, maire de Lapleau, et René Breuil, maire de Saint-Pantaléon, de créer le Festival de la Luzège (ou du Gour Noir). Dans ce cadre, ils montent *La mère confidente*, de Marivaux, puis créent la même année la Scop La Chélidoine, une structure coopérative leur paraissant mieux adaptée que la forme associative.

L'installation à Saint-Angel

Après plusieurs éditions du festival à Lapleau, ils aspirent à trouver un lieu d'implantation pérenne. Sous la forme d'une occasion d'achat, terrain et bâtiments à prix abordables, le hasard a permis que cela se fasse en Corrèze, à Lestrade de Saint-Angel. Après l'achat, c'est l'aménagement des locaux, un lourd chantier. Les collectivités locales soutiennent l'initiative, particulièrement la Région Limousin, alors présidée par Robert Savy. Ce dernier est d'ailleurs venu à Lestrade. Dans la grange, une salle de spectacle de 126 places est créée, et ouvre en 1997.

Théâtre et opéra

En 32 ans de présence en Corrèze, la Chélidoine a présenté 61 créations, réuni des milliers de spectateurs, proposé des milliers d'heures de formation théâtrale, encadré plus de 250 projets amateurs, a accueilli plus de 200 spectacles dans son théâtre. Parmi les 31 créations tout public de la compagnie (1986-2016), on peut relever autant d'auteurs classiques (Molière, La Fontaine, Marivaux, Baudelaire, Hugo, Goldoni...) que contemporains (Marcelle Delpastre, Luc de Goustines, Dario Fo, Jacques Bens, Richard Millet, Laurence Biberfeld). Pour le festival de Sédrières (2000-2015), la compagnie a monté 16 opéras qui ont ensuite tourné en France et à l'étranger. Parmi les œuvres présentées, citons certaines des plus célèbres : *Così fan tutte* et *L'enlèvement au sérail* (de Mozart), *La Bohème* et *La Tosca* (de Puccini), *Le barbiere de Séville* (Rossini), *Rigoletto* (Verdi), *La belle Hélène* (Offenbach) ou *Carmen* (Bizet).

Mémorable "Ligne de partage"

Nous garderons un souvenir émerveillé d'une création. C'était en 2009, avec « Ligne de partage », une réalisation festive commandée par le Parc naturel régional de Millevaches, travail auquel avaient collaboré des associations culturelles comme l'Institut d'études occitanes et l'association Pays'Sage. La manifestation – itinérante – a duré 3 jours, avec départ d'Eymoutiers et arrivée à Saint-Georges-Nigremont, après avoir cheminé par Pérois-sur-Vézère, Saint-Merdès-Oussines, Peyrelevade, Saint-Setiers, Féniers et Magnat-l'Étrange. Avec quatre comédiens professionnels et 65 amateurs, La Chélidoine avait mis en scène le texte de Laurence Biberfeld *Le roi du silence*. Un texte à suspense dont l'action se déroule sur le Plateau de Millevaches. Outre l'intrigue, l'auteur avait inséré dans son œuvre des tableaux d'histoire locale évoquant les Gaulois, les Gallo-Romains, la Révolution de 1789, la déclaration de guerre d'août 1914, les Espagnols dans les maquis corréziens... La compagnie avait ajouté des performances d'artistes de land'art et des interventions musicales. Ceux qui ont eu la chance de participer à cette déambulation artistique en gardent un souvenir impérissable. Malheureusement, la manifestation n'a pas bénéficié d'un public aussi nombreux qu'elle l'aurait méritée... à cause sans doute d'une communication défailante.

Dans et hors les murs

Tout au long de l'histoire de La Chélidoine, l'activité de formation théâtrale a occupé une place centrale. Elle concerne les ateliers de pratique artistique, en milieu scolaire, de l'école élémentaire à l'université, en passant par collèges et lycées et des interventions auprès de diverses structures : associations, compagnies amateurs, hôpitaux, communautés de communes... avec ou sans montage de spectacle. Parmi les lieux d'intervention récents, on trouve ainsi des EHPAD, l'IUT de Tulle, les cadres d'ASF... L'école de théâtre concerne trois types d'ateliers : enfants, adolescents, adultes. Chacun débouche sur une représentation publique finale. En juin 2018 le parvis de l'abbaye de Saint-Angel accueille le spectacle de l'année : *Les Misérables* d'après Victor Hugo.

Le sens d'une action

Sans faire de concession sur la qualité des spectacles présentés, La Chélidoine a voulu, et a largement réussi, toucher un public habituellement éloigné du théâtre. Sylvie et Claude définissent ainsi leur éthique : « Nous avons toujours pensé le théâtre populaire comme une utopie nécessaire... contre la paresse de l'esprit, pour l'émancipation de l'individu. Proposer le théâtre comme une fête que l'on célèbre, non pour quelques initiés, mais pour le plus large public. Intéresser celle ou celui qui pense ne pas avoir droit à la culture, parce que sa vie ne lui a pas permis de fréquenter de tels lieux ». Le 30 juin 2018 marquera la fin d'une Scop, peut-être la fin d'un théâtre (nous espérons que non), mais certainement pas la fin du théâtre à la campagne. Le public rural est, nous semble-t-il, de plus en plus demandeur de spectacles culturels et artistiques de qualité. L'activité de La Chélidoine a certainement largement contribué à cet essor.

Jean-François Pressicaud
Contact La Chélidoine : Lestrade,
19200 Saint-Angel - tél : 05 55 72 55 84



Triple référence pour le mot chélidoine qui a donné son nom au théâtre. Il désigne : l'hirondelle en grec ancien ; l'herbe qui détruit les verrues et le vaisseau de Gargantua, "léger comme l'hirondelle".

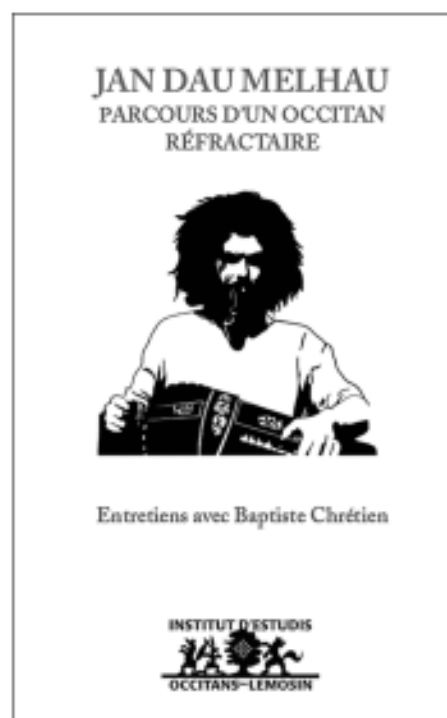
Jan dau Melhau : parcours d'un Occitan réfractaire

C'est sous ce titre que l'Institut d'études occitanes du Limousin publie une série d'entretiens avec le poète et "dissident pathologique" Jan dau Melhau. L'auteur de ces entretiens, Baptiste Chrétien, dresse ici un portrait de "l'animal". Une invitation à aller plus loin dans la rencontre.

Se plonger dans la vie de Jan dau Melhau, c'est se lancer dans plus de cinquante années de résistance. C'est suivre le long parcours de ce fils de paysans limousins, né il y a tout juste 70 ans dans le Limoges ouvrier d'après-guerre, qui a grandi dans le bistrot de sa mère à une époque où, partout dans la ville rouge, grondait la rumeur de la révolte sociale. Un fils de prolos qui, chose rare à l'époque, a "marché" dans les études et a su accéder à celles que l'on dit "supérieures". Depuis l'École Nationale Professionnelle devenue le lycée Turgot, où il forgea dès l'adolescence ses convictions anti-techniciennes et écologistes, jusqu'à la maîtrise de philo, où il confirma et défendit ses amours libertaires, en passant par Sciences Po Toulouse où, nageant à contre-courant, à contre-institution, il affûta sa critique de l'ordre établi et son anti-conformisme.

Retour à la terre et à la langue

Lire le parcours de Jan dau Melhau, c'est également suivre la vie d'un pacifiste, d'un antimilitariste, marqué très jeune par les ravages de la guerre d'Algérie et dont le procès pour objection de conscience, au début des années 1970, mobilisa beaucoup de Limousins. C'est aussi revivre mai 1968, à Toulouse puis à Limoges, dans les manifestations durant lesquelles il brandissait, seul, le drapeau noir, au milieu des drapeaux rouges et tri-



colores...

En 1971, après avoir fait tant d'études, alors que s'ouvrait à lui une carrière universitaire toute tracée, Jan dau Melhau suivit une autre voie, répondit à son déterminisme (et n'est-ce pas là au fond, comme il le dit, la vraie liberté ?) en s'installant à Royer de Meuzac, dans le village de ses grands-parents. Il fit alors ce que l'on appelle aujourd'hui son "retour à la terre". Pas dans une commu-

nauté comme celles qui fleurissaient alors un peu partout dans le sud de la France, mais seul, avec sa compagne de l'époque, fidèle à son individualisme anarchiste. Là, il fit un peu le paysan, comme tous ceux de sa lignée, mais il tomba surtout passionnément amoureux de la civilisation limousine et de sa langue occitane qui, poussée en ses derniers retranchements, mourait déjà à petit feu. Le grand combat de sa vie commença alors. D'abord plus de dix ans au côté de son voisin paysan, le Serge Marot, avec lequel il anima moult bals et fut de tous les festivals occitans de l'époque. Cette époque du Larzac, cette époque de Marti et de Joan-Pau Verdier, celle du revival. Un combat régionaliste très majoritairement communiste et anarchiste, porté par de nombreux militants et un public important (on aurait aujourd'hui peine à croire aux foules que déplaçait alors l'occitanisme). Un combat perdu d'avance, contre un jacobinisme et un centralisme français dévastateurs. La présidence Mitterrand sonnera définitivement le glas de tous ces faux espoirs.

Continuer malgré tout

Mais les combats perdus d'avance, ça n'arrête pas un dissident pathologique comme Jan dau Melhau : "Tout est foutu ? Alors on continue !" Les disques, les livres et les spectacles s'enchaînent, plus qu'on ne pourrait normalement en produire dans une vie d'homme, mais notre homme dort très

peu. Les collaborations aussi, avec Michel Chadeuil, Max Eyrolle, Jean-Marie Carloti, Bernard Comby, Olivier Payrat, Patrick Cazals, Claude Alranq, tant d'autres... Les recherches et concerts sur l'art des troubadours, la création de sa maison d'édition Lo chamin de Sent Jaume, avec laquelle il publiera notamment l'œuvre intégrale de son amie Marcelle Delpastre.

Toute une vie consacrée à la défense d'une langue et d'une culture moribondes. Jan dau Melhau a fait ce qu'il avait à faire, il a oeuvré pour son peuple, pour les siens. On ne parle pas ici d'efficacité ni de rentabilité. On parle de passion, de nécessité, de besoin vital. Aussi d'une vie égayée par de nombreuses amitiés, surtout celles d'artistes comme Noël Nivard, Jean-Marc Siméonin, Jean Estaque, Roland Vincent, Marc Petit... Jan dau Melhau, ou quand le plus grand pessimisme côtoie l'amour du beau et du savoir-faire, du savoir-dire, du savoir-écrire, du savoir-être, quand le plus grand désespoir se frotte à l'humour et à la persévérance.

J'ai eu le privilège d'approcher de près l'animal, notamment au cours de huit journées d'entretiens, huit journées intenses, pleines de mots et d'idées, comme les milliers de livres qui peuplent sa maison. J'ai voulu restituer dans cet ouvrage l'essentiel de ces échanges si riches, que chacun puisse en profiter...

Baptiste Chrétien

Chronique d'une disparition

La disparition des panneaux en occitan à l'entrée de Gentioux a suscité la réaction de Jean-Marie Caunet, de La Nouaille.

Toutes les semaines je vais à Limoges pour me rendre à la libreria occitana et y travailler. Ma routine routière matinale et nocturne (je rentre souvent tard) fut il y a quelques mois perturbée lors de mon arrivée à Gentioux. En effet il manquait quelque chose à mon décor. Ce n'est qu'à la sortie du bourg que les connexions se firent : "Mais oui, bien sûr !", les panneaux de signalisation d'entrée d'agglomération occitans "Genciòus" avaient disparu... remplacés par des petits panneaux ronds "territoire bio engagé".

Ces deux panneaux en langue d'oc avaient été posés en 2002, par l'ancienne équipe municipale, c'est peut-être là leur tort. Une journaliste de *La Montagne* à qui j'avais parlé de cette disparition interviewa madame la maire de Gentioux-Pigerolles. L'article publié quelques jours plus tard m'apprit les motifs de cette disparition : Gentioux ne serait pas en Occitanie, et le nom en occitan n'aurait pas été bien retranscrit et ne correspond pas à celui inscrit sur la carte de Fayen datant du XVI^e siècle.

Pour répondre à madame la maire

Gentioux est bien en zone occitane où l'on parle occitan dans sa forme dialectale nord occitane, l'occitan limousin, mais ne fait pas partie de la nouvelle

région Occitanie. Ce nouveau nom de région usurpe le nom Occitanie qui recouvre un territoire linguistique beaucoup plus vaste. C'est, en niant l'occitanité de la commune de Gentioux, faire affront à celles et ceux qui parlent encore cette langue (même si ils l'appellent "patois" et qu'elles et ils ne soient pas bien nombreux). C'est, comme dit mon père, faire affront aux 58 noms gravés sur le célèbre monument aux morts, qui parlaient tous occitan (même si ils savaient déjà le français). C'est aussi remettre en doute le travail de nombreux linguistes (Pierre Desrosier, ancien maire de cette commune et occitaniste convaincu, Yves Lavalade, spécialiste de toponymie, l'IEO Lemosin qui a fait de nombreuses collectes sur ce territoire).

Quand à la fameuse carte de Fayen (Jean Fayen (1530-1616) médecin cartographe réalise la première carte du Limousin en 1594), c'est une carte en français ! Elle est visible sur le site de la bibliothèque numérique de la bibliothèque francophone multimédia de Limoges. Le choix de la graphie occitane (et oui, vous devez le savoir, chaque langue à sa graphie propre, l'occitan n'échappe pas à la règle et pour qui n'est pas habitué à jongler entre les langues, elle peut parfois être déroutante) faite par Yves Lavalade n'est pas fruit du hasard mais bien le résultat de recherches d'attestations

anciennes. Pour en savoir plus nous vous conseillons la lecture de l'ouvrage *Les noms de lieux du canton de Gentioux* d'Yves Lavalade (IEO Lemosin éditions, 2008, page 39).

Gentioux était l'une des deux seules communes de Creuse (l'autre c'est Saint-Marc à Loubaud / Sent Marc a Lobaud) qui avaient posé des panneaux bilingues, affirmant ainsi sur un support pérenne l'identité linguistique de ce territoire (Zut, pas pérenne pour Genciòus !).

La commune de Saint-Paul la Roche en Dordogne, affiche sur le même support : un panneau en français, un panneau en occitan, le panneau du PNR Périgord-Limousin et celui de territoire bio engagé, comme quoi, quand on veut on peut. Nous espérons vivement que ces panneaux retrouveront leur place et que l'on n'oubliera pas complètement l'identité culturelle et linguistique de ce pays.

Jean-Marie Caunet



La Librariá occitana de Limoges : un pauc mai qu'una librariá*



En 1984 une poignée de militants occitanistes créaient à Limoges la « Librariá d'òc e d'alhors » (la librairie d'oc et d'ailleurs) à l'ombre de la cathédrale Saint-Étienne. En juin 2007 elle quitte le bord de Vienne et part à la conquête de la ville, au 26 de la rue Haute-Vienne. Dans ces 17 m², on y trouve de tout autour de la langue et de la culture occitanes : poésies, romans, essais, recherches historiques, ethnologie, CD, DVD, vêtements et autres produits dérivés. Mais plus que tout cela, c'est aussi un lieu de rencontre, d'information, d'échange, un lieu où l'on peut parler en occitan, chose si rare de nos jours. Trop d'activités dans trop peu de place et l'opportunité d'un local plus grand l'amènent à déménager 50 mètres plus loin au 42 rue Haute-Vienne. Le 19 avril 2018 était donc ouverte officiellement la nouvelle librairie qui est aussi un lieu d'exposition, un café littéraire, des ateliers de langue, de gravure, de savoir-faire, des spectacles, des conférences, des projections et bien d'autres choses à venir.

Librariá occitana : 05 55 32 06 44. Boutique en ligne : <https://www.libraria-occitana.org>

* un peu plus qu'une librairie

Chroniques d'exils

Le code de la honte

PROCÉDURE
ASILE

Depuis 4 ans que nous partageons heurs et malheurs avec les demandeurs d'asile et surtout les déboutés, nous en sommes à la deuxième réforme du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et demandeurs d'asile) : la première en juillet 2015 a pris effet en 2016 et 2017, la seconde est en cours avec les remous que l'on sait car cette fois c'est carrément au droit d'asile que l'on s'attaque en restreignant l'accès à la procédure à différents niveaux.

En dépit de quelques améliorations marginales, chaque réforme grignote un peu plus les droits des personnes exilées, y compris celles en situation régulière qui se voient refuser le renouvellement de leur titre de séjour : du fait des modifications de la loi on exige d'elles des documents qu'elles sont parfois dans l'impossibilité de se procurer.

Le supposé migrant économique est l'ennemi, niant l'intrication des motifs d'exil.

La ligne adoptée depuis quelques années est d'expulser par tous moyens, ligne que la nouvelle loi durcit encore, visant les sans-papiers (bien malgré eux), les déboutés, les personnes en procédure Dublin, multipliant les contrôles, les pièces à fournir, doublant la durée de rétention. Le ministre demande des résultats chiffrés aux préfetures.

EXPULSIONS
NON-STOP

Les déboutés reçoivent systématiquement une OQTF (obligation de quitter le territoire) assortie d'une IRTF (interdiction de retour sur le territoire) à moins qu'ils aient déposé une demande de titre de séjour et que la préfecture accepte de traiter le dossier. Il faut du temps pour recueillir les documents nécessaires et parfois l'OQTF arrive avant qu'on ait pu récupérer tous les documents. Il est de plus en plus difficile d'obtenir une régularisation et l'OQTF ne sera que différée. Vu la durée des procédures de recours judiciaires, et en cas de réponse négative, nous verrons des personnes expulsées après plusieurs années à nos côtés. Pour les déboutés, la nouvelle loi durcit les conditions de dépôt de demande de titre de séjour.

La situation des personnes en procédure Dublin est kafkaïenne : après plusieurs mois en France sans pouvoir déposer une demande d'asile, ils sont renvoyés en Italie (cas le plus fréquent) où les conditions d'accueil sont très dégradées. Ils reviennent donc en France où s'ils se représentent en préfecture, ils sont remis en procédure Dublin. Qu'importe qu'ils soient ou non éligibles à l'asile, le but est de s'en débarrasser.

Plutôt des enfants sans père que des personnes étrangères sur nos terres ! * L'étranger est suspect a priori.

PARENT
D'ENFANT
FRANÇAIS

La situation des parents d'enfants français, éligibles à un titre de séjour de plein droit est à ce titre emblématique : actuellement la loi exige que le parent étranger fournisse la preuve qu'il participe activement à l'entretien de l'enfant, sans qu'il soit fait mention du parent français. La nouvelle loi légalisera les pratiques actuellement illégales des préfectures, qui dans le cas de mères isolées demandent des preuves de la relation avec le père français. En effet ces mères sont systématiquement suspectées d'avoir fraudé pour obtenir une reconnaissance en paternité, moyennement finances ou autres "services". Rien dans la loi française n'interdit à un homme de reconnaître un enfant qui n'est pas le sien et pas mal de pères ne s'impliquent pas dans leur éducation et leur prise en charge. Une mère étrangère d'enfant français, même si son enfant dispose d'une carte d'identité française, fait actuellement l'objet d'une enquête policière (illégal selon la loi actuelle) mais il y a de nombreuses jurisprudences en leur faveur en cas de refus de titre de séjour par la préfecture. Avec la nouvelle loi, faute de pouvoir prouver l'implication du père français, elles risquent de ne pas obtenir de titre de séjour, ou ne pas le voir renouveler, et de devoir faire face à une procédure judiciaire. Rien dans les textes ne définit ce que doit être cette implication, ce qui sera source de décisions arbitraires surtout si les pères disposent de peu de ressources. L'enfant peut se voir retirer sa nationalité et mère et enfant expulsés. Nul ne se soucie de l'intérêt de l'enfant privé de filiation paternelle, ni d'aillours des "services" que la mère a pu être contrainte de rendre. Dans le cas d'une relation amoureuse qui a tourné court, elle est fraudeuse a priori. Cette différence de traitement scandaleuse entre Françaises et étrangères et leurs enfants, signalée par le défenseur des droits** est passée quasi inaperçue.

*titre article dans "Revue des droits de l'homme avril 2018"

**Défenseur des droits : Avis n°18-09 du 15 mars 2018 relatif au projet pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif, Le sort des parents d'enfants français page 51

Cimade Eymoutiers : eymoutiers@locimade.org - 06 41 45 66 17
MAS Eymoutiers : contact@assomas.fr - 06 78 73 53 04
Cimade Peyrelevalde : peyrelevalde@locimade.org - 07.78.54.28.74
MAS Peyrelevalde : lemaspeyrelevalde@riseup.net

Un atelier d'écriture pour les migrants.

Le Plateau est le cadre depuis plusieurs années de nombreuses actions citoyennes d'accueil des réfugiés. IPNS a largement contribué à montrer leur côté exemplaire, généreux et fraternel. Il nous semble que l'activité des dizaines de bénévoles, en associations ou individuels, est remarquable, sur le fond, et la forme.

Voici un autre exemple récent : un atelier d'écriture pour les migrants intitulé "Les Mille lieux". Durant l'automne 2017, jusqu'en janvier dernier, Viviane Sanchez, de Saint-Pierre-Bellevue, dite "Via" comme écrivaine, a organisé toutes les semaines des rencontres, destinées à la mise en commun de divers imaginaires. Cet atelier itinérant, d'Eymoutiers à Royère-de-Vassivière, en passant par Faux-la-Montagne, a réuni 9 personnes : 3 hommes, 4 femmes et 2 jeunes filles (11 et 13 ans). L'aboutissement a été un conte - "Sakaki-Khun et le pays des mille lieux", dont nous vous proposons ici un extrait. Il se situe dans l'imaginaire du merveilleux, que les influences des pays d'origine (Albanie, Afghanistan, Mali, Nigéria) ont permis d'enrichir. Un spectacle, auquel était associée Chloé Lefèvre (association "Courgettolivres"), relieuse d'art, a été présenté le 23 janvier à la médiathèque de Royère. Le tout suivi d'un buffet des "Mille goûts" préparé par les participants à l'atelier. Un objectif ambitieux, au résultat très réussi. S'il s'agissait bien d'évoquer "mille lieux", ce travail n'était pas à mille lieues d'ici, mais bien sur notre Plateau. Une manière de dire "Il n'y a pas d'étrangers sur cette terre", en Millevaches non plus.

Sakaki-Khun se déplaçait sur son tapis volant. Il voyageait et parcourait le ciel en tous sens, en tous lieux. Le ciel lui appartenait sans frontière. Sa vie se passait parfois sous les nuages, parfois dans le grand bleu de l'azur, parfois naviguant dans le vent. La nuit, il avait pour amis les étoiles et la lune, et le jour, les zéphirs et les grands oiseaux de passage. Il voyageait ainsi à sa guise choisissant les vents, les courants d'air, les gros stratus et les petits nimbus.

Il était aimé car il souriait tout le temps et il aimait tout le monde. Ses préférences allaient à Azur, l'azur, à Nour, la lumière et à Luna, la lune. Celui dont il était le plus aimé, c'était Sol, le soleil. Sol était le père de Sakaki-Khun. Sol aimait Sakaki-Khun car il était l'enfant de l'amour que Sol portait à Ponita, la belle licorne couleur d'argent. Ponita vivait elle aussi dans le ciel. Deux ailes ornaient son dos en plus de la corne précieuse qu'elle portait au milieu du front. Ponita était la mère de Sakaki-Khun.

Sakaki-Khun était très fier de son tapis volant. Ô il était si beau ! C'étaient les trois fées, Azur, Nour et Luna, ses marraines, qui l'avaient confectionné. Un tissage de fils chatoyants couleur de l'arc en ciel, un drapé d'étoffes damassées et un assemblage de somptueuses saleries. Des longues franges, épaisses se balançaient à l'avant et à l'arrière du tapis



"Il était une fois, il y a un millier d'années, un jeune homme aux cheveux longs et roux qui brillait au soleil comme de l'or. Il vivait dans le ciel. Son regard avait une lueur intense, ses yeux joyeux couleur du jade illuminaient son visage. C'était Sakaki-Khun le prince du ciel.

et lui servaient de gouvernail. Ce travail avait pris sept ans de la vie des trois fées. C'était un vaisseau splendide, confortable et solide en même temps, digne du prince du ciel. Notre ami vivait donc sans souci, libre et heureux..."

Un arrêté "anti-Linky" à Saint-Martin-Château : Appel aux autres communes

L'arrivée programmée du compteur électrique "intelligent" Linky ne cesse de susciter des réactions de méfiance légitime. A Saint-Martin-Château (Creuse), une assemblée d'habitants a demandé au conseil municipal, et donc au maire, de prendre rapidement un arrêté pour réglementer la pose des compteurs Linky par Enedis (ex-ERDF) sur la commune. Cet arrêté demanderait à Enedis de respecter le libre choix des habitants quand à l'installation ou non d'un compteur Linky. Les habitants ne souhaitant pas changer de compteur devront se signaler à la mairie et Enedis, avant toute intervention, devra interroger la mairie pour connaître les personnes opposées au nouveau compteur. Toute intervention chez ces personnes sera interdite par l'arrêté (donc par la loi tant que l'arrêté sera en vigueur) et en cas de litige, ces personnes recevront le soutien

total de la municipalité dans leur démarche. L'assemblée des habitants et le conseil municipal souhaiteraient que ce futur arrêté soit également pris en même temps par d'autres communes. Ainsi, en cas de contestation devant les tribunaux, les élus et les habitants seront plus forts car plus nombreux. Afin de coordonner cette action et de ne pas laisser une seule commune affronter le Goliath de l'électricité, n'hésitez pas à solliciter votre maire et à l'inviter à prendre contact avec le maire de Saint-Martin-Château.



Ceux qui l'aiment prendront le train

Eymoutiers, 17 mai 2018, jour de foire. Il y avait au moins 40 personnes, selon l'envoyé spécial d'IPNS, à une manifestation de soutien pour la défense des services publics. Selon les organisateurs, on ne sait pas. Quant à la police, elle n'était pas là, ou alors, elle se cachait bien...

Il s'agissait, à l'appel du "Comité de défense des services publics Monts et Barages", et du syndicat CGT, d'évoquer la situation actuelle des luttes sociales, de faire le point sur le mouvement des cheminots, d'élargir enfin le propos à la question du démantèlement continu (ancien déjà) de la plupart des services publics. C'était plutôt convivial et sympathique. Il n'y avait que les supporters de Macron pour faire la g... un peu plus loin.

Du classique !

On entendit parler de logique de rentabilité, de priorités discutables, d'inégalités flagrantes, de mépris des ruraux, de désengagement de l'État, des difficultés pour les élus des petites communes... mais aussi des maisons de retraite, des difficultés des hôpitaux publics, de la fermeture de services indispensables... Du classique, quoi ! Le comité s'était fendu d'un 4 pages très bien fait, que pas grand monde ne lira. C'est bien dommage. On y apprendrait, si "on" veut bien, que si le TGV est vraiment rentable, pourquoi le laisser dès maintenant à la concurrence privée, alors que nos voisins Belges attendront 2033 ! Et surtout que nos chantres du libéralisme se garderont bien d'aider à boucher le trou de la dette, dû au fait que l'État n'a pas assumé son rôle dans la construction des lignes à grande vitesse. Le spectateur attentif aura appris que, malgré des travaux importants de rénovation sur la ligne SNCF Limoges-Ussel, il restait le constat lamentable des systèmes de signalisation et de sécurité en très mauvais état. Il aura surtout compris que la présence humaine manque tout autant. Les guichets, c'est évident, mais quand un usager tombe en montant dans le train avec une poussette et qu'il n'y a désormais plus aucun agent sur le quai ?

Devra-t-on aller vivre ailleurs ?

Toutefois, on aurait aimé entendre parler plus de questions locales. Celles qui concernent au premier chef les élus et les usagers. Qui a vraiment conscience que des horaires inadaptés au public (on ne vous parle pas des tarifs !) pousseront les gens à abandonner définitivement le train ? Et que la traversée d'Eymoutiers par une ribambelle journalière de camions de bois est une des conséquences de la politique commerciale du fret. On sait bien qui est responsable, et ça n'est ni aux citoyens ni aux collectivités de régler ces problèmes. Et quand une éventuelle fermeture de la ligne était

proposée par le technocrate Spinetta, ne voyait-on pas déjà poindre la suppression du lycée de Saint-Léonard, et le désarroi de familles sans voitures. Alors, "on" ira vivre ailleurs, et les commerçants, les premiers, se plaindront. On n'a pas vu ce jour-là beaucoup d'élus locaux (de gôche d'ailleurs), hormis un maire avec écharpe, dont beaucoup, orphelins de leur ancien pote député, se promenaient pourtant dans la foire. Et les moutons continueront à voter pour ceux qui les conduisent à l'abattoir, tout en bêlant par derrière...

Rêvons un peu

Ah, s'il y avait une grève des journaux télévisés de 20 heures, et surtout de Bêat-FN TV ! Les oeillères tomberaient peut-être... enfin. Ce n'est pas la faute du voisin, même s'il est noir ou musulman, ou "assisté".

On sait bien la faute à qui... Alors, la liberté, l'égalité et la fraternité, doivent-ils rester des mots vides de sens ? Doivent-ils être remplacés par égoïsme, indifférence, et mépris ? Eh bien non. Pensez au monde que nous

laisserons à nos enfants, les pauvres ! Mais c'est vrai que les riches ont aussi des enfants. Alors, service public pour tout le monde, et non services privés pour une minorité qui a les moyens !

Filochard

(Celui qui voit seulement de l'œil gauche)

Pour aller plus loin : on pourra écouter l'enregistrement des discussions sur Radio-Vassivière (avec la liste minutée des intervenants) : <http://radiovassiviere.com/2018/05/le-chemin-de-fer-pour-tous-on-nen-veut-pas/> et surtout relire d'urgence L'Horreur économique de Viviane Forrester (éditions Fayard, 1996).



J.M. Lahouse (CGT cheminots) et T. Musette (maire de Sainte-Anne-Saint-Priest) (photo : Radio-Vassivière)

Attention ! Loto dangereux !

Le dimanche 22 avril, l'association Non à la Montagne-pellets organisait un très familial "éco-loto" en soutien à ses activités de contestation du projet d'usine à pellets torréfiés de Bugeat-Viam. Peu après le début de cet événement public, participants et organisateurs ont été fort surpris de voir circuler sur le parking de la salle des fêtes de Faux la Montagne où avait lieu la paisible manifestation un véhicule venu de la gendarmerie d'Aubusson, occupé par cinq membres du PSIG (peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) équipés de gilets pare-balle, qui filmaient les véhicules stationnés. Quelques minutes plus tard un second véhicule de gendarmerie a été vu en train de mener

le même travail. La très grande majorité des participants et des organisateurs du loto ont réagi : "Si vous êtes prêts à vous ridiculiser au point d'envoyer les gendarmes surveiller un loto et filmer ses participants, devons-nous nous attendre à ce que ce soit des militaires équipés d'armes lourdes qui encadrent le prochain rassemblement de notre association ?" Au delà du ridicule de la situation, ce petit fait témoigne du travail d'intimidation que mène aujourd'hui l'appareil d'État envers celles et ceux qui, un peu partout, contestent sa dérive autoritaire. Le fait est que les forces de la coercition et de la répression sont désormais le seul "service public" que l'État semble réellement prêt à maintenir !

Abécédaire du cyclisme limousin

Comme Frères

F

La compétition cycliste est souvent une tradition familiale, une culture qui se transmet de père en fils ou entre frères et sœurs. Si, aux niveaux national et international, les fratries célèbres sont nombreuses, comme les frères Pelissier (années 20 et 30), en Limousin aussi de nombreuses fratries se sont illustrées. On pense particulièrement aux frères Tomblaine (Michel et Georges), des jumeaux qui écumeront les courses régionales dans les années 50, par exemple, ils terminent aux deux premières places en 1952 à Egletons et en 1955 à Bourgnanef, ils profitèrent de leur ressemblance quasi parfaite pour tromper la vigilance des autres concurrents. Parmi les fratries plus fournies, deux retiennent plus particulièrement l'attention : les Contarin et les Dutertre.

Valentin, Dominique, Attilio et Marino Contarin, de la Châtre, ont été omniprésents sur les routes limousines des années 40 jusqu'à la fin des années 50. Comme indépendants (catégorie intermédiaire entre les professionnels et les amateurs), ils ont brillé dans de nombreux critères avec les pros, par exemple à Bonnat en 1951 : 1^{er} Marino, 2^{ème} Attilio. Dans la famille, le cyclisme était vraiment une tradition : les enfants de Valentin, Christian et Mireille, ont pour leur part mené une belle carrière amateur dans les années 70 - 80.

Les Dutertre, originaires de St Martial de Volette, près de Nontron, sont cinq. Daniel, Guy, Gérard, Michel et Patrick, nés respectivement en 1946, 47, 48, 49 et 55, ont brillé sur les routes du Limousin et de l'Aquitaine des années 60 aux années 80. Daniel et Guy ont atteint la 1^{ère} catégorie F.F.C. Ils ont aussi couru, à la FSGT (fédération affinitaire) et collectionné les premières places dans les compétitions ordinaires et les championnats. Aussi, en 1980, au sein de la FSGT, ils obtiennent 30 bouquets à eux cinq, dont 10 pour Daniel. Au championnat de Guyenne à Paillet (Gironde), ils trustent les 3 premières places (Daniel 1^{er}, Guy 2^{ème}, Patrick 3^{ème}) et s'emparent également avec le CC Nontron. Pour compléter le tableau, nous pouvons évoquer deux trios : les frères Empinet dans la région de Brive, et les Poulidor aux alentours de St Léonard de Noblat.

Les Empinet : Gilbert, l'aîné, qui a débuté la compétition en 1951, est rapidement suivi par Michel (1953), et par Jean-Paul (1954). À eux trois, ils jouent les premiers rôles dans les épreuves du bassin de Brive et plus largement de la Dordogne et du Limousin. Parmi leurs nombreuses victoires, on peut relever, pour Gilbert le Vignal (à Limoges) en 1954, pour Michel, Excideuil et Cassepière en 1962 et pour Jean-Paul le Martini de Brive la même année. Ils ont principalement couru sous les couleurs de l'UC Brive, du VC Lardinois et du CC Lindois.



Les Poulidor : André, né en 1931, Henri en 34 et Raymond en 36, forment eux aussi un fameux trio, même s'ils n'ont que rarement couru les trois ensemble. André, le plus âgé, qui a donné le goût du vélo à ses frères, a mené, comme amateur, une carrière longue (jusqu'à 45 ans) malgré une activité professionnelle contraignante, Henri, que beaucoup jugent le plus doué des 3, mais pas le plus persévérant, a été un bon 1^{ère} catégorie F.F.C., notamment en 1959 lorsqu'il était à l'AC Creusoise avec Raymond de retour du service militaire. Raymond, enfin, qui dès 1956 rivalisait avec les professionnels au Bol d'Or des Monédières et dans de nombreux autres critères. Il passa professionnel en 1960, après avoir remporté en 1959 le titre de champion du Limousin à St Laurent sur Gorre. La suite est beaucoup plus connue, depuis Milan-San-Rémo et le championnat de France en 1961 jusqu'à son dernier Tour de France en 1976 (3^{ème} et 1^{er} français).

F

Comme Fougéaud Eugène

Né en 1931 à Vayres les Roses (87), et décédé en 2013 dans cette même commune, Eugène Fougéaud mérite de figurer dans cette rubrique pour ses qualités propres et sa brillante carrière, mais aussi comme exemple de coureur régional relevant de la catégorie des "indépendants", ceux qui avaient le droit de courir avec les pros aussi bien qu'avec les amateurs. Cette catégorie de coureurs n'allait guère participer aux grandes courses nationales, et ils sortaient rarement de leur région, mais ils étaient de redoutables adversaires pour les professionnels qui venaient participer aux critères du Limousin, et y gagner de l'argent. Ainsi, Eugène Fougéaud, qui a débuté la compétition en 1949, a remporté, devant les professionnels, des courses aussi importantes que le Prix de la Renaissance à Oradour sur Glane en 1956 et 1958, le Prix de Panazol en 1958 et 1960, le Prix de Paulhoc en 1952 et 55, Egletons en 1957 et les Boucles de la Gartempe en 1956. Il fut en outre champion du Poitou des indépendants en 1958 et 1959 (il fut licencié, de 1956 à 1963, au club charentais de Mansle). En 1965, la catégorie des indépendants sera supprimée, et le déclin des critères ne tardera pas.

Jean-François Pressicaud

La production agricole sous le rouleau-compresseur de la gestion administrative par les normes

Puçage électronique des petits ruminants, obligation de nouvelles balances sur les marchés (électroniques, connectées...), étiquetage toujours plus compliqué des produits (comme l'interdiction de mettre le nom de la commune et l'obligation de mettre le pays sur un marché de producteurs locaux), normes d'abattage et d'hygiène toujours plus absurdes, etc. Des paysans résistent et prennent la parole.

Nous, paysan.ne.s et petits producteurs, subissons ces obligations et contrôles. Nous sommes nombreux à considérer que cela ne protège ni nous, ni les personnes qui consomment nos produits. Nous partons en effet du constat que la multiplication des normes n'a en rien empêché des scandales sanitaires et les diverses pollutions qui continuent de s'aggraver depuis ces vingt dernières années. Elle a seulement encouragé une industrialisation et une technicisation croissante des exploitations agricoles, laissant les paysan.ne.s devant des choix difficiles : s'endetter, changer de manière de travailler, dépendre de plus en plus de l'administration agricole et de la technique, ou bien changer de statut, chercher d'autres sources de revenus, voire mettre la clef sous la porte...

Des collectifs contre les normes

Depuis quelques mois, des groupes de personnes, agricultrice.eur.s ou pas, se forment pour s'organiser collectivement et résister à l'ultra-réglementation dans tous les domaines de la vie et notamment dans la production agricole. Suite à la publication du livre de Yannick Ogor *Le paysan impossible* et celui de Xavier Noulhianne *Le ménage des champs*, et choqués par la mort de J. Laronze (voir encadré), des groupes locaux appelés "collectifs contre les normes" se sont formés dans plusieurs régions.

Lors d'une première rencontre le dimanche 6 mai à Gentioux-Pigerolles, nous étions plus d'une cinquantaine de personnes venues de tout le Limousin (des Combrailles à Limoges, des Monts de Guéret à la Haute-Corrèze) : certaines ayant une activité agricole déclarée, d'autre pas. Mais aussi d'autres personnes qui se sentent concernées par la gestion administrative par les normes, en lien ou non avec l'alimentation : des enseignant.e.s, des artisan.ne.s et autres consommatrices de produits agricoles ; cette question de la gestion par les normes – et cette rencontre nous en a montré un aperçu – va bien au-delà du secteur agricole (enseignement, artisanat, etc.). Cela nous a permis d'échanger sur nos problématiques face aux normes et à l'administration, nos craintes et nos solutions. C'était aussi l'occasion d'envisager une organisation collective et solidaire pour se sentir moins seul.e face aux contrôles dans les fermes – qui parfois nous freinent dans nos pratiques, voire nous humilient et nous renvoient à des postures infantilisantes de personnes incapables. Nous avons aussi pu aborder les possibilités de résistance et de libération de la parole au sein du monde agricole en Limousin. Que ce soit dans l'élevage traditionnel ou dans des formes nouvelles de vente directe, nombreuses sont les personnes fortement touchées par les normes françaises et européennes, de production, de transformation et de vente. Cela participe à la désertification du milieu rural avec la disparition des paysan.ne.s et au mal-être dans les fermes – la profession agricole est, proportionnellement, la plus touchée par le suicide.

Un réseau de solidarité

Concrètement, à la suite de cette première rencontre, nous mettons actuellement en place un réseau nous permettant de réagir solidairement en cas de contrôle : soutenir la/les personnes concernées selon leurs besoins et envies. Nous rédigeons aussi un texte pour informer les personnes qui fréquentent les marchés, fermes et autres lieux de ventes de nos productions, de ce que les normes et leurs contrôles peuvent impliquer dans nos pratiques, les dilemmes face auxquels elles nous mettent. D'autres rencontres sont à venir, pour continuer à s'organiser et à échanger (des craintes, des envies, des bidouilles, des bons plans, des bons produits).

Être dans une logique d'opposition à certaines normes/ à un système de normes, cela pose la question d'une certaine forme de transparence sur ce qui est produit pour les autres. Si les contrôleurs et contrôleuses de l'administration agricole sont, pour beaucoup d'entre nous, dans de nombreuses situations, malvenu.e.s dans nos fermes (à cause du système pour lequel ils travaillent, qui nous écrase), nous voulons par contre

que nos pratiques soient l'occasion d'échanges et de rencontres avec ceux qui consomment nos productions. Un système de production alimentaire paysan a plus besoin de liens, de confiance, de solidarité, d'échanges de pratiques et de sa-

Un système de production alimentaire paysan a plus besoin de liens, de confiance, de solidarité, d'échanges de pratiques et de savoirs que de normes binaires et figées

voirs que de normes binaires (respect/non respect) et figées. Défendre nos fermes, nos pratiques, notre autonomie et nos savoir-faire implique toute autre chose que de la réglementation.

En attendant, le système agricole actuel mène de nombreux agriculteurs et agricultrices vers des impasses et les conséquences sont inacceptables (isolement, renoncement, voire internement ou suicide). Ne restons pas seul.e.s. Réfléchissons à développer la confiance et la solidarité au niveau local contre l'administration de nos vies et l'industrialisation de nos conditions d'existence.

Des personnes à l'initiative de la création d'un groupe limousin contre la gestion par les normes en agriculture

Contact du groupe local d'organisation par rapport à la gestion par les normes de l'agriculture : limousinhorscontrole@riseup.net

Lien audio vers un reportage sur la gestion par les normes et ses conséquences : <http://radiovassiviere.com/2018/03/hyper-administration-du-monde-agricole-et-normes-un-poids-tragique/>

Autre contact utile pour les agricultrices et agriculteurs en difficulté (sociale ou économique) : Solidarité Paysans (en Limousin) : 05 87 50 41 18 - splimousin@gmail.com



Image issu d'un tract du collectif du Puy-de-Dôme contre les normes administratives et industrielles, élaboré lors d'un rassemblement en mémoire de Jérôme Laronze, éleveur en Saône-et-Loire, assassiné par un gendarme.

Un éleveur a été tué de plusieurs balles dans le dos par des gendarmes, en mai dernier, en Saône-et-Loire. Il s'appelait Jérôme Laronze.

Il n'était ni forcené ni irresponsable. C'était un paysan et il défendait les paysans. Mais il n'était pas à jour dans ses formalités administratives. Et ce fut le prétexte d'un harcèlement par les services vétérinaires, qui n'ont pas hésité à immobiliser ses vaches sur la ferme, ni à le menacer "d'euthanasier" son troupeau. Les contrôles, menés en présence des gendarmes, ont même une fois causé la mort de plusieurs vaches. Le 11 mai 2017, menacé de saisie du troupeau et d'hospitalisation forcée, il n'a plus supporté. Il a fui, neuf jours durant. Le 20 mai 2017, les gendarmes l'ont retrouvé et l'ont tué. Pendant sa traque, il a contacté le journal local pour s'expliquer. Ils ont publié sa lettre, dont voici un extrait : "L'hyper-administration n'apporte rien aux agriculteurs, sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-réglementation qui conduit à une destruction des paysans..."

Plus d'informations par voie numérique : <http://luttesagricoles.info/2018/01/14/article-du-jsl>

